

FINANCE CLIMATIQUE

L'État veut mobiliser davantage de capitaux

L'Algérie engage la structuration de sa finance climatique. Le pays a lancé, durant le premier semestre 2026, les premiers travaux visant à mettre en place des mécanismes nationaux capables de mobiliser et d'orienter davantage de capitaux vers les projets liés à la transition écologique. Une démarche qui doit également faciliter l'accès aux financements climatiques internationaux, selon la GIZ Algeria. P 3


**UNIVERSITÉ D'ALGER 3
Lancement d'un
master professionnel
en gestion des actifs**

L'Université d'Alger 3 lancera, à partir de l'année universitaire 2026-2027, un master professionnel spécialisé dans la gestion des actifs, une formation destinée à répondre aux besoins croissants du marché financier algérien en compétences spécialisées dans l'investissement et la gestion des portefeuilles.

P 2

**EXPORTATIONS DE GAZ
VERS L'ESPAGNE**
**10,313 TWh livrés par
l'Algérie en août 2026**


L'Algérie a représenté 34,7 % des approvisionnements gaziers de l'Espagne durant le mois d'août 2026, confirmant ainsi son poids parmi les principaux fournisseurs du marché espagnol. Avec 10,313 TWh livrés au cours du mois, le pays nord-africain s'est classé au deuxième rang des fournisseurs de gaz de l'Espagne, derrière les États-Unis, dont les exportations ont fortement progressé sur la période.

P 5

**ALGÉRIE-ITALIE
6,78 milliards d'euros
d'échanges au premier
semestre**

Les échanges commerciaux entre l'Italie et l'Algérie ont atteint près de 6,78 milliards d'euros au premier semestre 2026, selon des données d'Eurostat traitées par l'Agence italienne pour le commerce extérieur (ICE).

P 3

ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE
**Échanges d'expertise pour
développer les marchés
financiers** P 2

MARCHÉ PÉTROLIER
**La géopolitique
pèse sur les prix** P 5

BOUMERDES
**Production prévisionnelle
de plus de 3,3 millions
de quintaux de raisin** P 16

ALGÉRIE-ARABIE
SAOUDITE

Échanges d’expertise
pour développer les
marchés financiers

Des rencontres consacrées à l'échange d'expériences et d'expertises dans le domaine financier ont réuni, au siège de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) et par visioconférence, des acteurs du marché financier algérien et des représentants de l'Autorité des marchés financiers saoudienne (CMA), a indiqué la COSOB dans un communiqué. Ces rencontres, organisées dans le cadre des travaux de la Commission du commerce et de l'économie relevant du Conseil de coordination supérieur algéro-saoudien, ont porté sur plusieurs thématiques liées au développement et à la modernisation des marchés financiers, notamment la technologie financière (Fin-Tech), le financement participatif et le marché des sukuk. La première rencontre, tenue avec la participation de cadres de la COSOB et du directeur général du laboratoire de technologie financière Algeria Fin-Lab, a été consacrée principalement à la FinTech et au financement participatif.

A cette occasion, l'expérience d'Algeria FinLab a été présentée, ainsi que plusieurs initiatives et expériences développées en Arabie saoudite dans le domaine des technologies financières, avec la participation de représentants de la CMA et du laboratoire saoudien des technologies financières XLAB. Les discussions ont également porté sur le financement participatif, la COSOB ayant présenté le cadre réglementaire régissant ce mode de financement en Algérie.

Les participants ont, à cet égard, échangé sur les expériences des deux pays et sur les moyens susceptibles de favoriser davantage l'innovation et le développement de nouveaux services financiers. La deuxième rencontre a été organisée sous forme d'un atelier consacré au développement du marché des sukuk, animé par l'Autorité des marchés financiers saoudienne (CMA). Cet atelier a réuni des cadres de la COSOB, des représentants de la Société de gestion de la Bourse des valeurs (Bourse d'Alger), d'Algérie Clearing ainsi que plusieurs intermédiaires et sponsors en Bourse. Les travaux ont porté sur les cadres juridique et réglementaire régissant l'émission et l'investissement dans les sukuk, ainsi que sur les mécanismes de supervision et de contrôle applicables à ce type d'instruments financiers. L'expérience saoudienne en matière de sukuk a également été présentée aux participants, notamment les approches adoptées pour développer et approfondir ce marché. Ces échanges s'inscrivent dans le cadre du renforcement de la coopération financière entre l'Algérie et l'Arabie saoudite et traduisent l'intérêt accordé au partage d'expertise dans des domaines liés à la modernisation des marchés financiers, au développement de nouveaux instruments de financement et à l'innovation financière.

Z R.

UNIVERSITÉ D'ALGER 3

Lancement d’un master
professionnel en gestion des actifs

L’Université d’Alger 3 lancera, à partir de l’année universitaire 2026-2027, un master professionnel spécialisé dans la gestion des actifs, une formation destinée à répondre aux besoins croissants du marché financier algérien en compétences spécialisées dans l’investissement et la gestion des portefeuilles.

Synthèse Z R.

Cette nouvelle formation sera dispensée au niveau de la Faculté des sciences économiques, commerciales et des sciences de gestion, au sein du Département des sciences financières, dans le cadre d'une démarche visant à renforcer le rapprochement entre l'université et le secteur financier. Le lancement de ce parcours intervient dans un contexte marqué par les efforts engagés pour moderniser le marché financier national, diversifier les sources de financement de l'économie et renforcer le rôle des instruments d'investissement, notamment à travers le développement du marché boursier et des fonds d'investissement. Le programme vise ainsi à former des cadres spécialisés dans la gestion des actifs financiers et matériels, l'analyse financière, l'évaluation des investissements, la gestion des risques et l'ingénierie financière.

Un partenariat avec les acteurs du marché

La formation a été conçue en coordination avec plusieurs acteurs du secteur financier, notamment la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), ainsi que la Société d'investissement financier de l'Université d'Alger 3 (SIF-UA3).

Cette dernière constitue le bras d'investissement de l'université et intervient dans le domaine du capital-risque, avec notamment l'accompagnement de projets innovants et de start-up. La formation devrait également s'appuyer sur la contribution de la Bourse d'Alger, des banques publiques et privées, des compagnies d'assurance, des sociétés d'investissement et des intermédiaires financiers, afin de permettre aux étudiants de bénéficier d'une formation combinant enseignements théoriques et applications pratiques.

Cette approche vise à favoriser une meilleure adéquation entre les compétences acquises durant le cursus universitaire et les besoins exprimés par les institutions et entreprises intervenant dans le domaine financier.

Une formation axée sur les nouveaux
métiers de la finance

Le programme porte notamment sur l'analyse financière et l'évaluation des actifs, la gestion des portefeuilles et l'ingénierie financière, ainsi que sur la gestion des risques, la gouvernance et la conformité.

Une place importante est également accordée à la finance numérique et aux nouvelles technologies, avec l'apprentissage d'outils d'analyse et de

traitement des données financières, notamment Python, Excel avancé et Power BI.

Le programme comprend également des enseignements consacrés à la finance durable et aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), devenus des éléments importants dans les décisions d'investissement à l'échelle internationale.

Les étudiants seront, par ailleurs, préparés aux principales certifications professionnelles internationales dans le domaine financier, notamment le CFA (Chartered Financial Analyst) et le FRM (Financial Risk Manager).

Cette nouvelle spécialité devrait ouvrir aux diplômés plusieurs perspectives professionnelles dans les domaines de la gestion des actifs et des portefeuilles, de l'analyse financière, de l'évaluation des investissements, de la gestion des risques et de la conformité.

Les diplômés pourront notamment intégrer les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés d'investissement, les sociétés d'intermédiation en Bourse, les fonds d'investissement et les entreprises disposant d'importants actifs financiers, industriels ou immobiliers. Ils pourront également exercer dans les domaines du conseil en investissement et de l'évaluation financière, ainsi qu'auprès des grandes entreprises économiques et des groupes industriels.

TIPASA

Concours de la meilleure plage pour la saison 2026

La Direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Tipasa a annoncé l'organisation du concours de la meilleure plage de la saison 2026, dont les résultats seront dévoilés le 27 septembre, à l'occasion de la Journée mondiale du tourisme, a-t-on appris samedi auprès de cette instance. Cette initiative vise à encourager les exploitants des plages à améliorer

la qualité des services et les conditions d'accueil et de sécurité des estivants. Elle concerne l'ensemble des plages ayant obtenu un droit d'exploitation à l'issue d'adjudications nationales, selon la même source. Placée sous le slogan "Ensemble pour des plages plus belles, plus propres, plus sûres et avec des services de qualité", la compétition sera évaluée par une commission

spécialisée, selon plusieurs critères liés au tourisme balnéaire et aux prestations proposées. Le concours entend notamment valoriser les efforts des exploitants en matière de propreté, d'esthétique et de qualité des services, tout en veillant au respect de la réglementation et à la disponibilité des équipements et infrastructures nécessaires. Il vise également à améliorer l'environne-

ment et les conditions d'accueil des plages et à contribuer au renforcement de l'image de Tipasa comme destination balnéaire de premier plan. A noter que la wilaya de Tipasa dispose d'un littoral de près de 116 km, s'étendant de Douaouda à l'est jusqu'à Damous à l'extrême-ouest, avec 53 plages autorisées à la baignade.

APS

USTO-MB

Une vingtaine d’étudiants sélectionnés pour la troisième
promotion du Master en alternance

Une vingtaine d'étudiants issus des spécialités de Management des unités de production (MUP) et de Maintenance industrielle et technologies automobiles (MITA) de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran-Mohamed Boudiaf (USTO-MB) ont été sélectionnés pour intégrer la troisième promotion du Master en alternance au titre de l'année universitaire 2026-2027, a-t-on appris dimanche auprès de cet établissement universitaire.

Une journée de sélection a été organisée la semaine dernière au profit de 36 étudiants issus des deux spécialités dispensées à l'Institut des sciences et techniques appliquées (ISTA). Vingt candidats ont été retenus pour suivre cette formation en alternance au sein des en-

treprises industrielles Stellantis, spécialisée dans le secteur automobile, et l'Etablissement de rénovation des matériels spécifiques (ERMS), relevant du ministère de la Défense nationale (MDN), a indiqué l'université dans un communiqué.

La sélection a concerné 18 candidats titulaires d'une licence en Management des unités de production (MUP) et 18 autres en Maintenance industrielle et technologies automobiles (MITA), pour un total de 20 places pédagogiques, réparties entre 12 places au sein de Stellantis et huit au sein de l'ERMS.

Les entretiens de sélection se sont déroulés en présence du directeur de l'USTO-MB, le professeur émérite Ahmed Hamou, de plusieurs vice-recteurs chargés notamment de la péda-

gogie, du développement et des relations extérieures, du directeur de l'ISTA, ainsi que de représentants des deux opérateurs économiques partenaires, témoignant de l'importance accordée à cette collaboration entre l'université et le secteur industriel, selon la même source. Cette nouvelle promotion s'inscrit dans le cadre du partenariat entre l'USTO-MB et le secteur économique, ainsi que dans la démarche d'ouverture de l'université sur son environnement socio-économique, a-t-on souligné. Le Master en alternance constitue un dispositif de formation permettant d'articuler enseignements académiques et expérience pratique en entreprise, à travers l'alternance entre les cours dispensés à l'université et l'immersion dans le milieu professionnel.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

FINANCE CLIMATIQUE

L'État veut mobiliser davantage de capitaux

L'Algérie engage la structuration de sa finance climatique. Le pays a lancé, durant le premier semestre 2026, les premiers travaux visant à mettre en place des mécanismes nationaux capables de mobiliser et d'orienter davantage de capitaux vers les projets liés à la transition écologique. Une démarche qui doit également faciliter l'accès aux financements climatiques internationaux, selon la GIZ Algeria.

Par Z R.

Le processus est conduit dans le cadre du projet « Appui à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat en Algérie “ClimGov II” », mis en œuvre par la GIZ Algeria, en partenariat avec le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie. L'enjeu est de taille : il s'agit de poser les bases d'une architecture financière nationale permettant de mieux orienter les ressources vers les projets climatiques, tout en renforçant les capacités du pays à capter les financements internationaux consacrés à l'action climatique. Les premières sessions de travail ont ainsi réuni des représentants institutionnels et des experts autour d'un état des lieux des flux financiers consacrés au climat en Algérie et des opportunités offertes par les instruments de la finance durable. La première étape consiste à mieux connaître les flux existants. Les travaux portent notamment sur leur cartographie et leur diagnostic, ainsi que sur l'identification de nouveaux mécanismes susceptibles de renforcer le financement des projets liés au climat. L'Algérie cherche également à adapter ses instruments nationaux afin d'accroître sa capacité à mobiliser les ressources des fonds climatiques internationaux, notam-

ment celles du Fonds vert pour le climat et les différents mécanismes de financement concessionnel. L'accès à ces ressources reste toutefois conditionné par la capacité à présenter des projets répondant aux critères d'éligibilité et aux exigences des bailleurs. D'où l'importance accordée au renforcement des compétences institutionnelles et techniques. Il s'agit notamment d'améliorer l'identification, la préparation et l'instruction de projets bancables, capables de transformer les besoins liés au climat en investissements effectivement finançables.

Faire converger financements et priorités nationales

Autre chantier, ajoute la même source: assurer l'alignement des futurs mécanismes financiers sur la Contribution déterminée au niveau national (CDN) de l'Algérie. L'objectif est de faire converger les ressources mobilisées avec les priorités du pays en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux impacts du changement climatique. Selon la GIZ Algeria, les premières discussions ont fait ressortir la nécessité de disposer de mécanismes nationaux « transparents et performants », permettant à la fois d'améliorer l'attractivité des investissements verts et d'assurer

leur traçabilité. Une telle architecture doit, à terme, favoriser l'orientation des capitaux vers les projets contribuant à la transition écologique, tout en renforçant la résilience de l'économie nationale face aux effets du changement climatique. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de ClimGov II, un projet mandaté par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et cofinancé par l'Union européenne en Algérie. Mis en œuvre par la GIZ Algeria en partenariat avec le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie, le projet accompagne ainsi l'Algérie dans la consolidation de son cadre national de financement climatique. Outre la mobilisation de nouvelles ressources, l'objectif est de mettre en place des leviers financiers capables d'accélérer les investissements verts et d'accompagner la transformation de l'économie vers un modèle plus résilient. La mise en place de mécanismes nationaux de finance climatique constitue ainsi un chantier stratégique : elle doit permettre à l'Algérie de mieux structurer ses ressources, d'attirer davantage de financements verts internationaux et de donner une traduction financière concrète à ses engagements climatiques.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE/SUCCÈS DU PORTAIL « PAPP BOX »

La SAARPE pose ses conditions et propositions

Le bureau de la Société Algérienne des Affaires Réglementaires et de Pharmaco-économie (SAARPE), réuni avant-hier, a discuté du projet de Portail Numérique d'Accès aux Produits Pharmaceutiques (Portail d'Accès aux Produits Pharmaceutiques – PAPP BOX), annoncé par le ministère de l'Industrie pharmaceutique, ainsi que de ses enjeux pour le secteur de l'industrie pharmaceutique nationale. La SAARPE a estimé que le déploiement de ce portail numérique, destiné à encadrer la régulation du marché du médicament et la gestion des décisions d'enregistrement (DE), suscite un vif intérêt au sein de la communauté des experts et industriels pharmaceutiques. L'organisation scientifique et professionnelle ne cache pas son adhésion à la démarche de modernisation initiée par les autorités de tutelle. Dans son communiqué, la SAARPE indique qu'elle « salue la digitalisation et la modernisation de l'accès au marché pharmaceutique », voyant dans ce nouvel outil un levier indispensable pour apporter de la lisibilité et de la fluidité dans les démarches administratives et réglementaires. Cependant, face aux évolutions

rapides du secteur, la SAARPE estime que la numérisation doit s'accompagner de garanties claires d'équité et d'efficacité institutionnelle. Pour l'association professionnelle, le succès opérationnel du PAPP BOX repose principalement sur les critères juridiques et économiques qui en guideront l'usage. À cet effet, la SAARPE « appelle à une régulation fondée sur des critères objectifs, transparents et orientés vers la concurrence, l'intégration industrielle et la création de valeur nationale ». À travers son document de synthèse, l'organisation insiste sur l'équilibre délicat qu'il convient de maintenir entre la sécurité sanitaire du pays et le développement économique du tissu industriel local. « À travers ce communiqué, la SAARPE partage ses réflexions et propositions pour contribuer à une régulation permettant de concilier souveraineté pharmaceutique, disponibilité des médicaments, concurrence saine et développement d'une industrie nationale compétitive et durable », a précisé le bureau de la SAARPE. En publiant ses propositions de régulation, la SAARPE entend apporter des

réponses concrètes aux défis actuels du marché pharmaceutique algérien, notamment en matière de souveraineté sanitaire, d'intégration industrielle et de concurrence. Il s'agit, d'une part, de faire du portail un outil de prévention des pénuries, sans créer de blocages administratifs susceptibles de perturber l'approvisionnement du marché. La SAARPE préconise, d'autre part, de soutenir les projets industriels à fort taux d'intégration locale et de transfert technologique, au-delà des simples activités de conditionnement. Elle appelle enfin à préserver un marché équilibré et concurrentiel, afin d'éviter l'apparition de monopoles déguisés ou de restrictions injustifiées à l'accès aux molécules. En concluant son appel, la SAARPE (Société Algérienne des Affaires Réglementaires et de Pharmacoéconomie) réaffirme sa disponibilité à travailler de concert avec le ministère de l'Industrie pharmaceutique pour affiner les paramètres de fonctionnement du PAPP BOX et garantir son déploiement optimal dans l'intérêt du patient et de l'économie nationale.

R E.

ALGÉRIE-ITALIE 6,78 milliards d'euros d'échanges au premier semestre

Les échanges commerciaux entre l'Italie et l'Algérie ont atteint près de 6,78 milliards d'euros au premier semestre 2026, selon des données d'Eurostat traitées par l'Agence italienne pour le commerce extérieur (ICE). Sur cette période, les exportations italiennes vers l'Algérie se sont établies à 1,56 milliard d'euros, en hausse de 7,5 % sur un an, tandis que les importations en provenance d'Algérie ont atteint 5,22 milliards d'euros, en recul de 4,8 %. Les machines et équipements constituent le principal moteur des exportations italiennes, avec environ 650 millions d'euros, soit plus de 40 % du total, en progression de 52,6 %. Les machines d'usage général se distinguent particulièrement, avec 280 millions d'euros (+154,5 %), notamment les turbines, pompes et compresseurs. Du côté algérien, le gaz naturel demeure largement prédominant dans les exportations vers l'Italie, avec environ 4,3 milliards d'euros, représentant plus de 82 % des importations italiennes en provenance d'Algérie. Sa valeur est restée quasiment stable sur un an (-0,06 %). Les produits pétroliers raffinés et le pétrole brut suivent avec respectivement 442 millions d'euros et 327 millions d'euros. Ces données mettent en évidence une complémentarité persistante des échanges : l'Algérie demeure un fournisseur énergétique majeur de l'Italie, tandis que les entreprises italiennes renforcent leurs exportations de machines, d'équipements et de technologies vers le marché algérien. Cette dynamique devrait notamment se poursuivre avec une mission commerciale italienne prévue à Alger les 28 et 29 septembre 2026, consacrée aux technologies agricoles. Une délégation de 15 entreprises doit rencontrer des acteurs algériens dans les domaines du machinisme agricole, de l'irrigation et de la modernisation de la production.

COOPÉRATION ALGÉRO-AMÉRICAINE Le président Tebboune reçoit Massad Boulos

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, Massad Boulos, haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient. Ont assisté à cette rencontre, du côté algérien : Brahim Merad, ministre d'État, chargé de l'Inspection générale des services de l'État et des collectivités locales, Ahmed Attaf, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, et Amar Abba, conseiller auprès du président de la République chargé des affaires diplomatiques, indique un communiqué de la présidence de la République. Étaient présents du côté américain : Mark Shapiro, chargé d'affaires à l'ambassade des États-Unis d'Amérique, et Sarah Knight, chargée des questions diplomatiques, accompagnant le conseiller américain.

À COMPTER DE LA SAISON 2027/28
Turkish Airlines devient le partenaire principal de Liverpool FC

Turkish Airlines, la compagnie aérienne qui dessert le plus grand nombre de pays au monde, a annoncé qu'elle deviendra le partenaire principal de Liverpool Football Club à compter du 1er juin 2027. Le logo de la compagnie figurera ainsi sur la face avant des maillots des équipes masculine, féminine et de l'académie du Club à partir du début de la saison 2027/28. Cette annonce ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire commerciale de Liverpool FC et marque le premier changement de partenaire principal du Club en 17 ans. À partir de juin 2027, Turkish Airlines deviendra le partenaire principal de Liverpool FC, réunissant deux organisations qui partagent une présence internationale forte et une volonté commune de rapprocher les populations à travers le monde. La communauté de supporters de Liverpool FC s'étend sur tous les continents, tandis que Turkish Airlines relie les personnes, les cultures et les destinations du monde entier grâce à son vaste réseau international, au départ de son hub d'Istanbul, et dessert plus de pays que toute autre compagnie aérienne. Ce nouveau partenariat constituera également un moment important dans l'histoire du maillot de Liverpool FC. La face avant du maillot représente l'un des emplacements les plus emblématiques du sport mondial, traditionnellement réservé par le Club à des partenariats durables et porteurs de sens. Turkish Airlines rejoindra cette histoire à partir de la saison 2027/28, alors que Liverpool FC s'apprête à ouvrir un nouveau chapitre, sur le terrain comme en dehors.

R. E.

HADJ 1448H
L'ONPO invite les concernés à ouvrir des comptes bancaires et à demander une carte de paiement électronique

L'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO) a invité, samedi dans un communiqué, les citoyens concernés par l'accomplissement des rites du hadj au titre de la saison 1448H/2027 à prendre les dispositions nécessaires pour ouvrir un compte bancaire et demander une carte de paiement électronique, en prévision de l'étape de paiement des frais. Les citoyens concernés par l'accomplissement du hadj pour cette saison, ne disposant pas d'un compte courant postal ou bancaire ni d'une carte de paiement électronique, sont invités à "prendre les dispositions nécessaires pour ouvrir un compte et demander la carte, en prévision de l'étape de paiement des frais du pèlerinage", lit-on dans le communiqué.

70E ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'UGCAA

Lancement d’une plateforme numérique pour suivre les préoccupations des commerçants

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a lancé, samedi, une nouvelle plateforme numérique permettant aux professionnels d'exposer leurs préoccupations et de soumettre leurs propositions, renforçant ainsi la communication avec ses adhérents. Cette plateforme, baptisée "MySyndicate", a été lancée lors d'une rencontre organisée au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, sous le haut patronage du Premier ministre, à l'occasion de la célébration du 70e anniversaire de la création de l'UGCAA (13 septembre 1956), en présence de la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, aux côtés de représentants des deux chambres du Parlement et de responsables d'instances nationales et d'organisations professionnelles. La plateforme vise à offrir un espace numérique d'interaction avec les commer-

cants et artisans, leur permettant d'exposer leurs préoccupations et de proposer des solutions concrètes au profit du secteur, tout en facilitant la communication avec le Secrétariat général de l'Union, selon les explications fournies à cette occasion. Elle permet également aux commerçants, artisans et opérateurs économiques de demander leur adhésion à l'Union avec la possibilité de payer la cotisation annuelle en ligne, dans le cadre de la numérisation des services et de la simplification des procédures. Dans une déclaration à la presse, le Secrétaire général de l'UGCAA, Issam Bedrissi, a indiqué que cette démarche participe des "principes de dialogue et de participation promus au sein de l'Union", ajoutant que "les efforts se poursuivent pour construire une Union moderne, proche du terrain et partenaire dans l'élaboration de solutions". L'événement a, par ailleurs, été marqué par l'annonce de la création du Forum national

des jeunes de l'UGCAA, en tant qu'"espace de communication intergénérationnelle à même de préparer une nouvelle génération de commerçants et d'artisans capables de bâtir une économie compétitive et durable, à l'aide des technologies modernes et de l'intelligence artificielle", a fait savoir M. Bedrissi. Dans le même contexte, l'UGCAA a annoncé le lancement de sa revue "Le Commerçant algérien" comme prolongement de la revue historique "L'Economie algérienne" ayant accompagné les débuts du l'UGCAA. Cette revue servira d'"incubateur d'idées et d'initiatives" et de "passerelle de dialogue et de concertation", a précisé le même responsable. Au terme de la rencontre, un accord a été signé entre l'UGCAA et l'opérateur de téléphonie mobile "Djezzy", dans le but de renforcer la coopération et de développer les domaines de partenariat entre les deux parties.

UNIVERSITÉ DE MÉDÉA

Le ministre Baddari tient une réunion avec les recteurs et les cadres des facultés

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a effectué, samedi, une visite de terrain à l'Université de Médéa, à l'issue de laquelle, il a tenu une réunion avec les recteurs et les cadres de ses facultés, consacrée à l'examen de plusieurs dossiers relatifs à la mutation de l'université algérienne en une institution scientifique et économique plus ouverte et plus performante, indique un communiqué du ministère. La rencontre a porté sur plusieurs axes, notamment "le renforcement du processus de numérisation et la généralisation des solutions numériques dans la gestion et les services universitaires", "la transition effective vers l'université 4.0", "la consécration de l'entrepreneuriat et de l'innovation dans le milieu universitaire", ainsi que "l'amélioration du niveau de la formation des étudiants et son adaptation aux exigences de l'avenir et du marché du travail", précise la même source. D'autres axes ont également été évoqués, notamment ceux relatifs à "l'élaboration d'une vision stratégique permettant à l'université de renforcer ses capacités d'anticipation et de prise de décision", au "renforcement du sport universitaire en tant que composante de la vie universitaire intégrée", ainsi qu'à la "consécration du rôle économique de l'université et à son positionnement en tant que partenaire actif dans le développement, la création de valeur et de richesse", ajoute le communiqué. Dans ce cadre, M. Baddari a donné des instructions pour "développer les jumelages et les partenariats avec les universités et les établissements nationaux et internationaux, renforcer la formation en langue anglaise et permettre à l'université d'évoluer à un rythme plus soutenu, de manière à étendre l'activité universitaire jusqu'à 22h00".

A cette occasion, le ministre a inspecté les différentes structures relevant de la faculté de droit, après la finalisation des travaux de réaménagement, ainsi que la salle de théâtre universitaire d'une capacité de 1000 sièges et l'annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS). Dans le cadre du suivi constant sur le terrain des préparatifs en cours pour la prochaine rentrée universitaire, la visite de terrain a concerné aussi les structures relevant de la Direction des œuvres universitaires dans la wilaya Médéa, M. Baddari ayant souligné l'impératif de "continuer à accorder la priorité au renouvellement et au réaménagement des

structures universitaires vétustes, afin de garantir des espaces de résidence modernes et répondant aux exigences des étudiants". Il a également insisté sur l'importance de "renforcer les équipements et les structures sportives au sein des résidences universitaires et

de continuer à faire un constat minutieux sur le terrain de l'état des résidences universitaires, avant et après la rentrée universitaire, en s'assurant de l'opérationnalité des différentes structures".

APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وصبط السوق الوطنية MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL		وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU DÉVELOPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE			
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 سبتمبر 2026 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Septembre 2026					
Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			
DA / Kg		دج / كلف			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	102	114	89	البطاطا
	Tomate	83	100	65	الطماطم
	Oignon sec	75	84	65	البصل الجاف
	Ail sec	798	931	666	الثوم الجاف
	Carotte	131	148	114	الجزر
	Navet	165	183	147	اللفت
	Poivron	127	146	107	الفلفل الاخضر
	Piment	142	165	120	الفلفل الحار
	Courgette	159	176	142	الكوسة
	Haricot vert	229	260	197	الفاصولياء الخضراء
Laitue	143	159	127	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	410	522	298	التفاح المحلي
	Datte	507	375	384	التمر
	Raisin	292	590	208	العنب
	Banane	625	650	600	الموز
	Melon	97	110	84	البطيخ الاصفر
	Pastèque	79	89	70	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2088	2234	1942	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	554	569	540	الدجاج
	Œufs (Unité)	20	21	19	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	98	104	91	حليب البقر (لتر)
				المنتجات ذات الأصل الحيواني	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	1,84	-6,19	7,35	7,54	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,18	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,13	7,56	7,64	20350	28 490 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	2516,00	0,08	0,09	0,98	6,69	6,36	200	503 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2039,00	-0,49	-0,64	-7,18	8,45	8,58	1364	2 781 196,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,59	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	431,00	0,00	2,38	2,46	1,19	8,12	675	290 925,00

EXPORTATIONS DE GAZ VERS L'ESPAGNE

10,313 TWh livrés par l'Algérie en août 2026

L'Algérie a représenté 34,7 % des approvisionnements gaziers de l'Espagne durant le mois d'août 2026, confirmant ainsi son poids parmi les principaux fournisseurs du marché espagnol. Avec 10,313 TWh livrés au cours du mois, le pays nord-africain s'est classé au deuxième rang des fournisseurs de gaz de l'Espagne, derrière les États-Unis, dont les exportations ont fortement progressé sur la période.

Par S. R.

Les importations espagnoles de gaz naturel et de gaz naturel liquéfié (GNL) ont atteint 29,75 TWh en août, contre 25,65 TWh en juillet, soit une hausse mensuelle de 13,4 %. Sur un an, elles restent néanmoins en baisse de 7,2 %, puisqu'elles s'établissaient à 27,75 TWh en août 2025, selon les données rapportées par la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Dans ce marché en progression sur un mois, l'Algérie conserve une place centrale, notamment grâce à ses livraisons par gazoduc : sur les 10,313 TWh fournis à l'Espagne en août, 9,897 TWh ont été acheminés par gazoduc, tandis que 0,416 TWh ont été livrés sous forme de GNL. Cette structure confirme ainsi la prédominance des infrastructures gazières reliant directement les deux pays, l'Algérie demeurant le premier fournisseur de gaz par gazoduc de l'Espagne. Elle devance nettement les autres fournisseurs utilisant ce mode d'acheminement, alors même que le marché espagnol connaît une progression importante des importations de GNL. C'est précisément cette progression du

GNL qui explique le passage de l'Algérie au deuxième rang du classement global en août. Les États-Unis ont en effet enregistré une forte augmentation de leurs livraisons, essentiellement sous forme de GNL : avec 11,57 TWh, Washington a couvert 38,9 % des importations espagnoles de gaz, contre seulement 2,97 TWh en juillet. Cette progression américaine a donc suffi à dépasser les volumes algériens sur l'ensemble des importations, malgré le maintien d'une forte présence de l'Algérie. La Russie arrive en troisième position avec une part de 7,2 %, correspondant à 2,13 TWh de GNL, suivie du Nigeria avec 6,4 %, soit 1,19 TWh, puis de la Norvège avec 6,2 %, pour 1,86 TWh. Le Portugal représente quant à lui 3,7 % des approvisionnements espagnols, tandis que la France et la Mauritanie affichent respectivement des parts de 2 % et 0,6 %. Cette répartition traduit par ailleurs une modification du mix gazier espagnol. Le GNL a représenté 60,8 % des importations en août, avec 18,08 TWh, contre 47,6 % en juillet. À l'inverse, les volumes acheminés par gazoduc sont passés de 13,45 TWh en juillet à 11,67 TWh en

août, ramenant leur part à 39,2 %. Pour l'Algérie, cette évolution ne remet cependant pas en cause son rôle structurel sur le marché espagnol, puisque le pays demeure le principal fournisseur par gazoduc et conserve une part importante des importations totales, malgré la forte progression ponctuelle du GNL américain. Ces données d'août interviennent enfin dans un contexte où l'Espagne cherche à maintenir la diversité de ses sources d'approvisionnement. Ses réserves de gaz ont atteint un taux de remplissage de 74 % à la fin du mois, en baisse de 13,8 % sur un an. La progression des achats de GNL américain s'inscrit ainsi dans cette stratégie de diversification, tandis que les livraisons algériennes continuent d'assurer une part substantielle des besoins espagnols grâce à la connexion par gazoduc. Avec plus d'un tiers des importations espagnoles de gaz en août, l'Algérie reste donc un acteur majeur de la sécurité d'approvisionnement du marché ibérique. Le classement mensuel est certes marqué par le bond des cargaisons américaines, mais la position algérienne demeure particulièrement solide sur le segment des livraisons par gazoduc.

MARCHÉ PÉTROLIER

La géopolitique pèse sur les prix

Par S. R.

Le pétrole du Moyen-Orient se retrouve confronté à un risque inédit de verrouillage de ses principales voies d'acheminement. La montée des tensions militaires dans la région menace en effet simultanément le détroit d'Ormuz, par lequel transite une part considérable des exportations énergétiques mondiales, et le détroit de Bab el-Mandeb, tandis que la mise hors service d'un important oléoduc saoudien prive Riyad de l'une de ses principales voies de contournement. Le contrôle de l'Iran sur le détroit d'Ormuz et l'influence des Houthis à Bab el-Mandeb créent ainsi un double verrouillage des routes pétrolières stratégiques vers l'Europe et l'Asie. L'Arabie saoudite est la plus touchée, puisqu'une attaque de drones irakiens a mis hors service son oléoduc Est-Ouest de 1 200 km, neutralisant sa seule alternative au détroit d'Ormuz pour acheminer le brut vers le port de Yanbu. Bien que les Houthis prétendent fermer Bab el-Mandeb aux seuls navires saoudiens, le risque d'attaque incite néanmoins armateurs et assureurs à éviter la zone, ce qui perturbe l'ensemble du trafic maritime mondial. Pour les pétroliers qui souhaitent éviter les passages à risque, une autre option consiste à contourner l'Afrique par le cap de Bonne-Espérance. Cette solution a toutefois un coût élevé : un trajet qui nécessitait environ 20 jours de navigation

peut désormais atteindre près de 50 jours. L'allongement des distances entraîne donc une hausse des coûts de transport, de carburant et d'assurance, tout en immobilisant plus longtemps les navires. Les conséquences potentielles dépassent d'ailleurs largement les pays directement impliqués dans le conflit, puisque Ormuz et Bab el-Mandeb concentrent environ 40 % du trafic énergétique mondial. Leur perturbation pourrait ainsi affecter des flux estimés entre 10 et 12 millions de barils par jour, créant un important goulot d'étranglement pour les marchés asiatiques, européens et mondiaux. L'Europe se révèle très vulnérable à ces perturbations, qui risquent de renchérir les carburants, la logistique, la production, mais aussi le gaz, les engrais et les denrées agricoles. Aux États-Unis, l'envoie du gallon de 3 à 6 dollars nourrit quant à elle l'inflation et crée un dilemme politique pour Donald Trump à l'approche des midterms, celui-ci devant sécuriser ces voies stratégiques sans provoquer d'escalade militaire.

Vers un baril à 150 dollars ?

À la suite du franchissement du seuil des 100 dollars le baril et de l'annonce, le 11 septembre 2026, par Riyad de la fermeture temporaire de l'oléoduc Est-Ouest endommagé par des attaques houthies, le marché pétrolier redoute une nouvelle flambée des cours. Selon l'expert en énergie Damien Ernst, la mise hors service

prolongée de cette infrastructure névralgique, clé de voûte des exportations saoudiennes depuis le début du conflit au Moyen-Orient, pourrait propulser le prix du Brent vers les 150 dollars si les réparations prennent du temps. Cette menace d'un choc d'offre majeur survient paradoxalement alors que l'OPEP et l'Agence internationale de l'énergie viennent de réviser à la baisse leurs prévisions de la demande mondiale de pétrole pour l'année en cours, l'AIE anticipant un ralentissement plus prononcé que l'organisation pétrolière. Pour l'Algérie, cette situation peut toutefois ouvrir une fenêtre d'opportunité sur le marché pétrolier européen. En tant que producteur méditerranéen, le pays dispose en effet d'un avantage logistique important face aux perturbations affectant les routes du Moyen-Orient, puisque son brut peut rejoindre les marchés européens sans dépendre du détroit d'Ormuz ni de Bab el-Mandeb. Cela pourrait ainsi renforcer l'attractivité de ses cargaisons auprès des acheteurs cherchant à sécuriser leurs approvisionnements. Une éventuelle hausse durable des cours du Brent vers des niveaux élevés améliorerait par ailleurs les recettes d'exportation algériennes, à condition que les volumes disponibles permettent de répondre à une demande supplémentaire. Cette conjoncture pourrait donc favoriser les exportations de brut algérien et renforcer la position du pays comme fournisseur énergétique de proximité pour l'Europe.

PÉTROCHIMIE

Le naphta algérien domine le marché Sud-coréen

L'Algérie s'est hissée au premier rang des fournisseurs de naphta de la Corée du Sud au cours du premier semestre 2026. Avec une part de 17,2 % des importations sud-coréennes de ce produit, le pays devance désormais les Émirats arabes unis, les États-Unis, l'Inde et Oman, confirmant ainsi la progression de sa présence sur un marché stratégique pour l'industrie pétrochimique asiatique. Cette performance constitue une première pour l'Algérie, qui n'avait encore jamais occupé la première place de ce classement. Les données de la Korea International Trade Association (KITA), citées par l'Ambassade de Corée du Sud en Algérie, montrent en effet une progression régulière de la part algérienne au cours des dernières années : celle-ci est passée de 12,9 % en 2024 à 15,6 % en 2025, avant d'atteindre 17,2 % durant les six premiers mois de 2026. L'Algérie devance ainsi les Émirats arabes unis, qui occupent la deuxième position avec 14,5 % des importations sud-coréennes de naphta, suivis des États-Unis avec 13 %, puis de l'Inde avec 9,7 % et d'Oman avec 9,3 %. Ce classement souligne donc la montée en puissance de l'offre algérienne face à des fournisseurs traditionnellement bien implantés sur le marché asiatique. Le naphta constitue une matière première importante pour l'industrie pétrochimique sud-coréenne, notamment pour la production de produits chimiques et de matériaux utilisés par de nombreux secteurs industriels. Pour Séoul, la diversification des fournisseurs représente également un enjeu de sécurité des approvisionnements, dans un contexte marqué par les incertitudes pesant sur les routes maritimes et les marchés énergétiques internationaux. Dans cette configuration, l'origine algérienne présente un intérêt particulier, puisque les exportations de naphta en provenance d'Algérie sont acheminées depuis la Méditerranée, ce qui offre une alternative aux approvisionnements provenant du Golfe. Les opérateurs sud-coréens peuvent ainsi diversifier leurs routes d'approvisionnement et réduire leur exposition aux risques liés au passage par le détroit d'Ormuz, un point stratégique du commerce énergétique mondial régulièrement soumis à des tensions géopolitiques. Cette progression repose également sur les capacités de l'industrie algérienne du raffinage. Le pays dispose en effet d'une capacité dépassant 30 millions de tonnes par an, répartie entre cinq complexes, dont celui de Skikda. Ces infrastructures permettent à l'Algérie de disposer d'une offre importante de produits raffinés et de renforcer sa capacité à répondre à la demande de marchés extérieurs. La montée du naphta algérien en Corée du Sud intervient ainsi dans un contexte de recherche de nouveaux débouchés pour les produits issus du raffinage, tout en illustrant l'évolution des échanges énergétiques entre les deux pays, jusque-là largement associés à d'autres segments de la coopération industrielle et commerciale.

S. R.

ORAN

Lancement d’une initiative pour encourager les jeunes à créer du contenu numérique et valoriser le patrimoine national

L’Office des établissements de jeunes (ODEJ) de la wilaya d’Oran a lancé une initiative destinée à la jeunesse, baptisée "Hikaya DZ", visant à encourager les jeunes à développer leur créativité numérique et à produire des contenus à valeur ajoutée mettant en lumière la richesse culturelle et patrimoniale des différentes régions d’Algérie, a indiqué samedi l’organisme. Lancée depuis Oran, cette initiative se veut un projet ambitieux visant à transformer la richesse historique et culturelle de l’Algérie - patrimoine, traditions, coutumes, personnalités, lieux emblématiques, gastronomie et artisanat - en contenus numériques modernes, susceptibles de toucher un large public. L’objectif est également de contribuer à faire connaître le patrimoine local tout en mettant en avant les talents et les compétences de la jeunesse algérienne. La première phase du projet réunit cinq wilayas : Oran, Alger, Boumerdès, Mostaganem et Laghouat, chacune étant représentée par un jeune participant. Réunis au sein d’une même équipe, les participants sont appelés à échanger leurs idées et leurs expériences, à identifier les talents et les potentialités locales et à proposer des concepts innovants pour la création de contenus numériques algériens porteurs de sens. L’initiative ne se limite pas à la réalisation de vidéos. Ses promoteurs ambitionnent de la transformer progressivement en une caravane nationale dédiée à la création de contenu, qui sillonnera les différentes wilayas afin d’offrir aux jeunes des opportunités d’apprentissage, d’expérimentation et de collaboration dans le domaine des médias numériques. A plus long terme, le projet prévoit également la création d’une plateforme nationale réunissant de jeunes créateurs de contenu, leur permettant de présenter leurs productions, de partager leurs expériences et de collaborer à la réalisation de contenus reflétant les spécificités culturelles et patrimoniales des différentes régions du pays. A travers "Hikaya DZ", les organisateurs ambitionnent d’élargir progressivement la participation à l’ensemble des wilayas du pays, sous le slogan "69 wilayas, 69 histoires". Chaque wilaya deviendrait ainsi un espace dédié à la valorisation de son histoires, de son patrimoine et des talents de sa jeunesse, dans le cadre d’un projet associant créativité numérique et promotion de l’identité algérienne, souligne la même source.

APS

EL TARF

Des opérations en cours pour nettoyer les avaloirs et entretenir les réseaux d’évacuation des eaux pluviales

De vastes opérations sont actuellement en cours dans la wilaya d'El Tarf pour nettoyer les avaloirs et entretenir les réseaux d'évacuation des eaux pluviales en prévision des intempéries de fin d'été et de début de l'automne, avec la participation des différents intervenants, a-t-on appris samedi auprès du directeur de l'unité locale de l'Office national d'assainissement (ONA).

Dans une déclaration à l'APS, M. Fouad Mekideche a précisé que l'objectif de ces actions est d'élever le niveau de préparation pour pareil scénario en ce début de rentrée sociale, rappelant que l'ONA a procédé dernièrement en coordination avec les services de l'hydraulique et des travaux publics au lancement de vastes campagnes de nettoyage des avaloirs et des canaux, des alentours des établissements scolaires outre le curage et l'entretien des canalisations et ouvrages d'assainissement à travers les 24 communes de cette wilaya frontalière. Ces actions anticipées pour lesquelles des moyens humains et logistiques considérables ont été mobilisés

ont permis à ce jour le curage de 1.365 avaloirs, 1.269 avaloirs du réseau d'assainissement, le nettoyage de 2 km de canaux d'évacuation des eaux pluviales outre l'enlèvement de quantités importantes de déchets à travers les différentes communes, a-t-on indiqué. Dans le cadre des mêmes opérations, il a été procédé au traitement de 92 points noirs sur 130 recensés dans la wilaya et à l'entretien de 8 stations de reprise d'assainissement sur 36 au travers notamment du contrôle et de la maintenance des groupes électrogènes et des pompes, selon le même responsable. Avec une topographie marquée par la présence de plusieurs oueds et régions

basses, la wilaya d'El Tarf est exposée aux risques d'inondations et cela nécessite une intensification des mesures de prévention et le travail pour éliminer les points noirs, a-t-il ajouté. Parallèlement, les services de l'ONA ont organisé des campagnes de sensibilisation au profit des citoyens pour élever leur conscience écologique et les inviter à contribuer à la préservation de l'hygiène de l'environnement et éviter de jeter les déchets de manière anarchique pour préserver l'efficacité du réseau d'évacuation des eaux pluviales et diminuer les risques de son obstruction, a-t-on expliqué.

APS

BATNA

Plus de 1,3 milliards DA pour l’entretien et la réhabilitation du réseau routier

La wilaya de Batna a bénéficié au titre de l'exercice 2026 d'une enveloppe financière de plus de 1,3 milliards DA pour l'entretien et la réhabilitation du réseau routier, a-t-on appris samedi auprès du directeur des travaux publics. Dans une déclaration à l'APS, M. Fateh Bouali a précisé que l'opération qui s'inscrit dans le cadre du

programme sectoriel, comporte le renforcement des routes nationales sur une distance de 13,5 km de la RN, la réhabilitation de 11,5 km de chemins de wilaya et l'entretien de 12 ouvrages d'art de ces routes. Le même responsable a indiqué que la priorité a été accordée aux axes importants et aux tronçons des routes nationales et chemins de wilaya en état de dégradation,

estimant que l'opération permettra à terme de prendre en charge les points noirs et dégradés. La wilaya a également bénéficié au titre de cette exercice d'étude d'expertise sur des routes nationales et chemins de wilaya pour une distance totale de 118 km et une enveloppe financière de plus de 21 millions DA, a ajouté le même responsable.

Tous ces projets en cours de réalisation suivis par les autorités locales s'inscrivent dans le cadre des efforts pour améliorer la qualité des routes et prendre en charge les tronçons ayant besoin d'entretien et de requalification pour garantir la sécurité des usagers, faciliter la fluidité du trafic et soutenir le développement local.

R E.

DJANET

Lancement de la 7e édition de la campagne de nettoyage des sites touristiques

La 7e édition de la campagne de nettoyage des sites archéologiques et touristiques de la wilaya de Djanet a été lancée dans le cadre des préparatifs de la prochaine saison du tourisme saharien (2026-2027), a-t-on appris samedi auprès de la direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA). Cette initiative bénévole, à laquelle prennent part 55 agences de voyages, dont 40 locales et 15 établies dans d'autres wilayas, intervient en application des directives des autorités locales

visant à accompagner les opérateurs du secteur et à préserver les sites archéologiques et touristiques de la région, a précisé le DTA, Mohamed Amine Hammadi. Elle cible notamment les sites les plus fréquentés par les touristes, à l'instar de Tadart et Tikoubaouine, ainsi que d'autres intégrés aux différents circuits touristiques de la wilaya, a-t-il ajouté. Selon M. Hammadi, la campagne a également enregistré une large participation de bénévoles issus de plusieurs associations à vocation tou-

ristique et culturelle, en sus de représentants de l'Office national du parc culturel du Tassili n'Ajjer et de membres des Scouts musulmans algériens (SMA). Cette action annuelle s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour préserver la propreté de ces sites et renforcer l'attractivité de la destination, en prévision de l'affluence des touristes nationaux et étrangers durant la prochaine saison touristique, a-t-on indiqué de même source.

APS

ILLIZI

Plus de 1,4 milliard DA mobilisés pour la prise en charge des dégâts causés aux routes par les intempéries

La wilaya d’Illizi a bénéficié d’un programme spécial d’urgence doté d’une enveloppe financière dépassant 1,4 milliard DA en vue de la prise en charge des dégâts causés par les dernières intempéries ayant touché cinq axes routiers, a-t-on appris auprès du directeur des travaux publics, M. Amar Kouider. Ce responsable a précisé que le programme d’urgence vise à traiter les dégâts causés par les intempéries enregistrées durant les mois d’avril et mai derniers, no-

tamment des routes nationales et de wilayas endommagées par le flux des oueds en crue. Les opérations programmées comprennent, la RN-54 sur une distance de 22 km, ainsi que plusieurs tronçons de la RN-03 relaient la commune d’Illizi au nord de la wilaya. Les dégâts recensés seront pris en charge particulièrement sur le tronçon distant de 15 km du siège de la wilaya ainsi que la RN-3B conduisant à la localité frontalière de Tarat à travers la réalisation de nou-

veaux lits d’oueds, le confortement des berges et la réhabilitation d’une partie de la couche de roulement détériorée. Les dégradations enregistrées à cause des crues des grands oueds au niveau du point kilométrique 337 sur la RN-53 viennent d’être achevées au moment où les démarches administratives concernant la désignation de l’entreprise qui sera chargée de la réfection de la RN-03 à destination du village d’Oued Jarat, à travers le rallongement et le confortement de l’ouvrage

d’évacuation des eaux pluviales au point kilométrique 9. Ces opérations rentrent dans le cadre de la satisfaction des besoins exprimés durant l’exercice en cours, appuyées par les autorités locales et le ministère de tutelle dans le but de réhabiliter les tronçons endommagés et assurer la sécurité des usagers de la route et la continuité de la circulation à travers les différents axes de la wilaya, comme indiqué par le directeur du secteur.

R E.

L'Arabie Saoudite, la Turquie et le Pakistan ont-ils créé leur propre OTAN ?

Le 7 août, Riyad, Ankara et Islamabad ont scellé, dans la ville la plus sainte de l'islam, un pacte de défense mutuelle. Derrière la rhétorique martiale de l'« OTAN islamique » se joue une redistribution plus profonde : celle d'un ordre moyen-oriental fondé, depuis trois quarts de siècle, sur l'illusion que la puissance américaine garantissait la stabilité, quand elle a surtout produit autoritarisme, dépendance budgétaire et guerre.

2^e partie et fin

Par Annuelle Sheline

Faute d'alternative plus satisfaisante, d'autres États du Golfe pourraient néanmoins rejoindre le pacte. Le jour même de l'annonce, l'ancien Premier ministre qatari, cheikh Hamad ben Jasim Al-Thani, a appelé à en faire une alliance de sécurité régionale, souhaitant que « le reste des pays du Conseil de coopération du Golfe [CCG] prenne l'initiative d'y adhérer ». Si le Qatar pourrait s'y rallier, Oman semble moins disposé à le faire, fidèle à sa posture de neutralité de longue date. Le Koweït et Bahreïn, traditionnellement alignés sur les préférences saoudiennes, ont pour leur part davantage gravité, ces derniers temps, vers l'orbite des Émirats arabes unis (EAU). Les Émirats arabes unis sont, à l'inverse, l'un des membres du CCG qui n'y adhéreront presque certainement pas. Si la guerre en Iran a sans doute précipité l'annonce de l'accord de La Mecque, celui-ci trouve son origine dans le partenariat israélo-émirati formalisé par les accords d'Abraham en 2020. La rivalité entre Abou Dabi et Riyad s'est encore aggravée ces dernières années, jusqu'à éclater au Yémen en décembre dernier, lorsque l'Arabie saoudite a tiré sur des navires émiratis et contraint les EAU à quitter le pays, après plusieurs années d'opérations militaires conjointes contre les Ansar Allah depuis 2015. Abou Dabi conçoit son partenariat avec Israël comme un élément d'une stratégie plus large : en février, quelques jours à peine avant d'attaquer l'Iran aux côtés des États-Unis, Netanyahu avait annoncé un « hexagone d'alliances » réunissant Israël, les EAU, l'Inde, la Grèce et la République de Chypre. Cette constellation de pays s'oppose de toute évidence au tandem turco-pakistanaï. Si cet « hexagone » demeure officiellement proche de Washington, il dessine aussi un Moyen-Orient – et un monde – moins dépendant des États-Unis. L'annonce de l'accord de La Mecque semble enterrer pour de bon les spéculations persistantes sur une éventuelle normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël. Du point de vue saoudien, tout le discours antérieur de Washington sur le « corridor Inde-Moyen-Orient » (IMEC) ou l'« alliance de sécurité au Moyen-Orient » (MESA), présenté comme un projet de sécurité et d'indépendance régionales, visait en réalité à intégrer Israël dans la région sans jamais traiter le conflit qui envenime le cœur même du Moyen-Orient : l'occupation persistante de la Palestine par



Israël. La politique américaine au Moyen-Orient a longtemps été façonnée par les préférences israéliennes. Le rôle de Washington dans le prétendu « processus de paix » a toujours eu pour finalité première de protéger Israël et de faire primer ses intérêts. La fin de la période de domination américaine – qui avait artificiellement gonflé le poids d'Israël comme celui des monarchies du Golfe, riches mais de taille modeste – pourrait enfin permettre un rééquilibrage des rapports de force régionaux plus conforme aux réalités du terrain.

Le déclin américain, une promesse de paix ?

D'aucuns pourraient voir dans la fin de l'hégémonie militaire américaine au Moyen-Orient un facteur d'instabilité en soi, annonciateur d'un monde toujours plus imprévisible. L'ordre mondial issu de la Seconde Guerre mondiale n'a certes rien eu de pacifique, mais il est parvenu, du moins, à prévenir ce que beaucoup considèrent comme la plus meurtrière des activités humaines : la guerre entre grandes puissances. Pour ceux qui regrettent déjà la fin de cette Pax americana toute relative, l'accord de La Mecque a de quoi inquiéter. L'establishment de politique étrangère a réagi sans tarder. Steve Cook, du Council on Foreign Relations, a écrit : « L'ordre moyen-oriental sous conduite américaine, c'est fini. L'accord de La Mecque le prouve. » Le néoconservateur Robert Kagan a signé, dans The Atlantic, un article intitulé « Iran déchaîné », prédisant qu'à « la place d'un

ordre israélo-américain, on verra émerger un alignement moins irrédiblement hostile à l'Iran, moins favorable à Israël, et plus indépendant des États-Unis ». Ces réactions traduisent, à Washington, la conviction répandue que la région basculerait dans le chaos sans la présence américaine. Cette idée que le monde aurait besoin des États-Unis comme puissance hégémonique suppose implicitement qu'aucun autre pays ne serait capable d'organiser ses propres affaires internationales de façon à garantir sa sécurité et sa stabilité. Une telle vision, empreinte de paternalisme, laisse transparaître une logique de fond que l'on pourrait résumer ainsi : « il faut contrôler ces peuples pour leur propre bien ; ils s'en portent mieux grâce à notre tutelle. » Si Washington s'est employé à neutraliser ou à démanteler diverses institutions internationales – de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) à la Cour pénale internationale, en passant par l'ONU elle-même –, de nombreux pays demeurent attachés au système onusien et au droit international. Sans négliger l'urgente nécessité de réformer le Conseil de sécurité et d'autres instances mondiales, on peut penser que le système international gagnerait en influence en l'absence d'une primauté américaine incontestée. La crise climatique n'est que l'un des nombreux défis mondiaux qui appellent une coopération internationale plus efficace. Il est peu probable que l'accord de La Mecque, ou d'autres recompositions régionales de ce type, suffisent à apporter la paix au Moyen-Orient. La fin de l'hégémonie améri-

caine devrait au contraire susciter de nombreux réalignements de ce genre, susceptibles eux-mêmes d'engendrer de nouveaux conflits. L'éventualité d'un partage de l'Asie occidentale et méridionale entre un bloc israélo-émirati-indien et un bloc turco-saoudo-pakistanaï pourrait même laisser présager une guerre. Et pourtant, à mesure que décline le soutien américain, l'aléa moral qui a longtemps nourri l'agressivité israélienne comme saoudienne pourrait céder la place à une évaluation plus réaliste des capacités respectives de ces pays. Pour la région, l'ère de la domination américaine n'a jamais rimé avec la paix. Elle s'est au contraire traduite par un approfondissement de l'autoritarisme, du néolibéralisme et de l'austérité, et, selon les cas, par une militarisation croissante ou une guerre d'une brutalité extrême. Aussi, si certains redoutent la fin du moment unipolaire américain, pour beaucoup au Moyen-Orient, cette fin ouvre au moins la possibilité de quelque chose de meilleur. L'accord de La Mecque démontre que d'autres pays sont bel et bien capables de mettre en place de nouveaux arrangements institutionnels susceptibles, en théorie, de produire un certain ordre même en l'absence des États-Unis. Reste que l'influence américaine a, pour l'essentiel, préparé le terrain à davantage de violence – non l'inverse.

Source: LVSL.fr;

publié le 10 septembre 2026

Article originellement publié par notre partenaire Jacobin sous le titre « Saudi Arabia, Turkey, and Pakistan Now Have Their Own NATO » et traduit pour LVSL.

TUNISIE/COMMERCE
EXTÉRIEUR
**Les exportations
progressent de 8 %, mais
le déficit se creuse**

Les échanges commerciaux de la Tunisie avec l'extérieur ont enregistré, au cours des huit premiers mois de 2026, une hausse en valeur aussi bien des exportations que des importations, selon les résultats du commerce extérieur aux prix courants.

Les exportations ont atteint 44 671,6 millions de dinars, contre 41 372,4 millions de dinars au cours de la même période de 2025, soit une progression de 8 %.

De leur côté, les importations ont augmenté de 11,6 %, pour s'établir à 62 525,4 millions de dinars, contre 56 011,3 millions de dinars un an plus tôt, selon les données publiées samedi par l'Institut national de la statistique (INS).

Sur le plan sectoriel, les exportations des industries mécaniques et électriques ont progressé de 8,5 %, tandis que celles des industries agricoles et agroalimentaires ont augmenté de 20,8 %, soutenues notamment par la hausse des ventes d'huile d'olive, qui ont atteint 3 769,7 millions de dinars, contre 2 702,4 millions de dinars.

Le secteur de l'énergie a également enregistré une croissance de 44,3 %, grâce à l'augmentation des exportations de produits raffinés, qui se sont élevées à 1 115,2 millions de dinars, contre 504,2 millions de dinars durant la même période de 2025.

En revanche, les exportations du secteur des phosphates et dérivés ont reculé de 12 %, tandis que celles du textile, de l'habillement et du cuir ont diminué de 4,8 %.

Concernant les importations, la hausse a touché les différentes catégories de produits. Les importations de produits énergétiques ont progressé de 28,5 %, celles des produits alimentaires de 17,1 %, celles des biens d'équipement de 6,2 % et celles des biens de consommation de 8,2 %.

Les importations de matières premières et demi-produits ont, quant à elles, augmenté de 7,9 %.

Sur le plan géographique, les pays de l'Union européenne ont absorbé 70,2 % du total des exportations tunisiennes au cours des huit premiers mois de 2026, pour une valeur de 31 346,4 millions de dinars, contre 29 165,9 millions de dinars durant la même période de 2025.

Les exportations ont progressé vers la France de 3,4 %, vers l'Italie de 5,2 % et vers l'Allemagne de 2,1 %. Elles ont, en revanche, reculé vers la Grèce et Malte de 19,9 % et 10,8 % respectivement.

Sur les marchés arabes, les exportations tunisiennes ont augmenté de 76,6 % vers l'Égypte et de 50,4 % vers l'Arabie saoudite. Elles ont toutefois diminué de 25,1 % vers le Maroc, de 13,1 % vers l'Algérie et de 1,1 % vers la Libye.

Du côté des importations, la part de l'Union européenne a représenté 45,1 % du total des achats tunisiens à l'étranger, pour une valeur de 28 175 millions de dinars, contre 24 410,1 millions de dinars au cours des huit premiers mois de 2025.

Les importations en provenance de France ont augmenté de 17 % et celles en provenance d'Italie de 16,7 %, tandis qu'elles ont reculé depuis la Bulgarie et le Portugal.

Hors Union européenne, les importations ont progressé en provenance de Turquie, d'Inde et de Chine, alors qu'elles ont diminué depuis la Russie et le Royaume-Uni.

Le déficit commercial s'est établi à 17 853,8 millions de dinars, contre 14 639 millions de dinars durant les huit premiers mois de 2025.

Le taux de couverture des importations par les exportations a, par ailleurs, reculé à 71,4 %, contre 73,9 % au cours de la même période de l'année précédente.

R I/Agence

ÉGYPTE

**Les échanges commerciaux avec les BRICS
en hausse de 25,5 %**

Les investissements des pays des BRICS en Égypte ont également augmenté de 29,7 %, atteignant 3,7 milliards de dollars au premier semestre de l'exercice fiscal 2025/2026, contre 2,9 milliards de dollars au cours de la même période de l'exercice précédent.

Les échanges commerciaux de l'Égypte avec les pays du groupe des BRICS ont augmenté de 25,5 % sur un an, atteignant 36,7 milliards de dollars au premier semestre 2026, contre 29,3 milliards de dollars sur la même période de 2025, selon les données publiées vendredi par l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS).

Ces données ont été rendues publiques quelques heures avant la visite du président Abdel Fattah Al-Sissi à New Delhi, où il participera au 18e sommet des BRICS les 12 et 13 septembre.

Les importations égyptiennes en provenance des pays des BRICS ont progressé de 38,1 %, à 30,1 milliards de dollars au premier semestre 2026, contre 21,9 milliards de dollars un an plus tôt.

Dans le même temps, les exportations égyptiennes vers le groupe ont reculé de 11,6 %, à 6,6 milliards de dollars, contre 7,4 milliards de dollars.

La Chine demeure le premier fournisseur de l'Égypte parmi les pays des BRICS, avec des importations atteignant

10,4 milliards de dollars. Elle est suivie par les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, avec 5,3 milliards de dollars chacun, puis par la Russie avec 3,8 milliards de dollars, le Brésil avec 2,4 milliards de dollars et l'Inde avec 1,7 milliard de dollars.

L'Arabie saoudite a été la première destination des exportations égyptiennes au sein des BRICS, avec 1,8 milliard de dollars, suivie des Émirats arabes unis avec 1,7 milliard de dollars, de l'Inde avec 868,4 millions de dollars, de la Chine avec 840,8 millions de dollars et du Brésil avec 632,5 millions de dollars.

Les investissements des pays des BRICS en Égypte ont également augmenté de 29,7 %, atteignant 3,7 milliards de dollars au premier semestre de l'exercice fiscal 2025/2026, contre 2,9 milliards de dollars au cours de la même période de l'exercice précédent.

Les Émirats arabes unis représentaient la plus grande part des investissements des BRICS en Égypte, avec 2,7 milliards de dollars, suivis de l'Arabie saoudite avec 532,3 millions de dollars, de

l'Afrique du Sud avec 345 millions de dollars, de la Chine avec 137,2 millions de dollars, de la Russie avec 13,4 millions de dollars et de l'Inde avec 11,9 millions de dollars.

Les transferts de fonds des Égyptiens travaillant dans les pays des BRICS ont bondi de 59,5 %, à 15,7 milliards de dollars au cours de l'exercice 2024/2025, contre 9,8 milliards de dollars lors de l'exercice 2023/2024.

L'Arabie saoudite a représenté à elle seule 12 milliards de dollars de ces transferts, suivie des Émirats arabes unis avec 3,6 milliards de dollars.

Les transferts en provenance des autres pays des BRICS étaient nettement plus faibles, la Chine représentant 23,3 millions de dollars et l'Inde 10,1 millions de dollars.

L'Égypte a rejoint les BRICS en janvier 2024. Le groupe compte actuellement 11 membres : le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, l'Indonésie, l'Iran et l'Éthiopie.

R I/Agence

LE QATAR NATIONAL BANK

**L'intelligence artificielle ouvre des perspectives
prometteuses aux marchés émergents**

Le Qatar National Bank (QNB) a affirmé que l'intelligence artificielle offre aux marchés émergents des opportunités prometteuses et déterminantes, tout en faisant peser sur eux des risques considérables, soulignant la nécessité de saisir ces opportunités afin d'éviter de rester en marge de la future économie mondiale portée par l'intelligence artificielle.

Dans son rapport hebdomadaire, le Qatar National Bank a indiqué que cette orientation dépendra de mesures décisives reposant sur trois axes, à savoir la mise en place d'infrastructures numériques, le développement des écosystèmes de données et l'investissement dans les compétences.

Le rapport a expliqué que les économies qui prendront l'initiative de renforcer ces piliers seront en mesure de transformer l'intelligence artificielle en un puissant outil pour réduire l'écart de croissance, tandis que celles qui ne le feront pas verront l'écart avec les économies technologiquement avancées se creuser, faisant de l'intelligence artificielle l'un des principaux déterminants des disparités économiques au cours des prochaines années.

Il a souligné que l'intelligence artificielle s'impose rapidement comme l'une des forces économiques les plus transformatrices de l'époque actuelle.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) prévoit ainsi que son marché mondial sera multiplié par environ

25, pour atteindre quelque 4 800 milliards de dollars américains à l'horizon 2033.

Pour les économies avancées, cette technologie est porteuse d'importants gains de productivité, tandis que ses répercussions sont plus complexes et à double tranchant pour les marchés émergents.

Le Qatar National Bank a poursuivi : « L'intelligence artificielle offre un moyen puissant d'accélérer le développement, d'améliorer les services publics, d'accroître les connaissances industrielles et de surmonter les défis liés au vieillissement des infrastructures. Elle menace toutefois également d'éroder l'avantage concurrentiel établi de longue date et d'élargir l'écart entre les pays riches et les pays pauvres, notamment dans les pays qui disposent de vastes secteurs de services reposant sur des tâches manuelles et répétitives à faible coût.

Les répercussions potentielles sur les pays en développement sont donc considérables. »

Le rapport a examiné l'impact de l'intelligence artificielle sur les marchés émergents, entre les possibilités d'accroissement de la productivité et de la croissance et les perturbations potentielles des chaînes de valeur de secteurs entiers qui se sont constituées au fil des décennies, soulignant que l'intelligence artificielle représente une importante opportunité d'accroître la productivité et d'accélérer le rythme du développement.

Il a ajouté que, dans les économies longtemps contraintes par le manque

de main-d'œuvre qualifiée et les disparités en matière de capacités institutionnelles, les outils fondés sur l'intelligence artificielle peuvent élargir l'accès à des expertises rares.

Dans le domaine de l'éducation, par exemple, les modèles de traduction basés sur l'intelligence artificielle peuvent prendre en charge les dialectes régionaux et les langues disposant de ressources limitées, réduisant ainsi les obstacles structurels à la communication.

Les enseignants virtuels peuvent également améliorer l'accès à une éducation de qualité, tout en adaptant les cours au niveau de compétence de chaque élève.

Dans le secteur des soins de santé, le Qatar National Bank a affirmé, dans son rapport hebdomadaire, que les diagnostics assistés par l'intelligence artificielle peuvent étendre les services aux zones rurales, tout en améliorant la qualité des diagnostics initiaux, ce qui pourrait avoir des effets tangibles sur la mortalité infantile et l'espérance de vie.

S'agissant du secteur financier, le rapport a expliqué que la notation de crédit fondée sur l'intelligence artificielle, utilisant des données non structurées et comportementales, pourrait contribuer à accroître l'accès au crédit dans le cadre du microfinancement destiné aux petits producteurs et aux entrepreneurs, tout en réduisant les risques de crédit qui en découlent.

Agence

AFRIQUE-CHINE

Le déficit commercial s’est creusé à 80 milliards \$ de janvier à août 2026

La montée des barrières commerciales sur plusieurs marchés occidentaux, combinée aux surcapacités de certaines industries chinoises, favorise une réorientation des exportations de Pékin vers des marchés alternatifs du Sud global, faisant de régions comme l’Afrique, l’Asie du Sud-Est et l’Amérique latine des relais de croissance majeurs.

R I/Agence

Le déficit commercial de l’Afrique avec la Chine s’est creusé de 34,48 % au cours des huit premiers mois de 2026, comparativement à la même période en 2025, pour s’établir à 80,07 milliards USD, selon des données publiées par l’administration générale des douanes chinoises. Les exportations de l’empire du Milieu vers les pays africains ont augmenté de 25,8 % entre le 1er janvier et le 31 août de l’année en cours, à 177 milliards USD. Durant la même période, les importations chinoises en provenance du continent ont atteint 96,93 milliards USD, un montant en hausse de 19 % par rapport aux huit premiers mois de 2025. Les échanges commerciaux sino-africains ont ainsi culminé à 273,94 milliards USD durant les huit premiers mois de 2026, ce qui représente une augmentation de 23,3 % par rapport à la même période de 2025. L’envolée du déficit commercial de l’Afrique avec le géant asiatique survient dans un contexte marqué par la montée des barrières douanières érigées par les États-Unis et l’Union européenne, qui contribuent, avec les surcapacités de certaines industries chinoises, à une réorientation des exportations de Pékin

vers des marchés alternatifs comme l’Afrique, l’Asie du Sud-Est et l’Amérique latine. La croissance à deux chiffres des importations chinoises provenant du continent reflète notamment la vigueur des achats de matières premières, en particulier de minerais et de produits énergétiques. Il reste toutefois difficile d’isoler, sur les huit premiers mois de l’année, l’impact de la politique chinoise d’exemption des droits de douane sur les importations en provenance des pays africains avec lesquels Pékin entretient des relations diplomatiques (53 pays), de celui de l’évolution des prix et des volumes de matières premières, d’autant que son extension aux 20 pays africains non-PMA n’est entrée en vigueur que le 1er mai 2026. De surcroît, l’exemption généralisée des droits de douane accordée par l’empire du Milieu à tous ses partenaires commerciaux africains à l’exception de l’Eswatini, le dernier allié de Taïwan sur le continent, intervient alors que 33 pays du continent bénéficiaient déjà depuis le 1er décembre 2024 du traitement tarifaire nul offert par Pékin aux pays les moins avancés (PMA).

Déséquilibres structurels

AFRIQUE DE L’OUEST

Les 5 principaux producteurs de bananes dessert

La banane dessert figure parmi les principaux fruits tropicaux cultivés en Afrique, aux côtés du plantain, de l’anas ou encore de la mangue. L’Afrique occidentale est la deuxième région productrice de ce fruit sur le continent, derrière l’Afrique de l’Est. Le lundi 7 septembre, le groupe belge Sipef, spécialisé dans la production et la commercialisation de bananes dessert, a annoncé l’acquisition d’une plantation bananière de 450 hectares en Côte d’Ivoire. L’opération devrait permettre d’ajouter entre 12 000 et 14 000 tonnes à la production annuelle de bananes du groupe dans le pays. Elle remet en outre en lumière la place particulière de la Côte d’Ivoire dans la filière bananière ouest-africaine, favorisée par des conditions agroclimatiques propices à la culture de ce fruit dans plusieurs pays de la sous-région. Selon les données compilées par l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), la récolte de bananes dans la sous-région a atteint près de 8,7 millions de tonnes en 2024 et représente environ 28 % de la production africaine, estimée à près de 31,3 millions de tonnes cette année-là. Voici les cinq principaux producteurs ouest-africains de bananes dessert.

Nigeria

La filière nigériane domine très largement la production de bananes en Afrique de l’Ouest. D’après les estimations de la FAO, le pays a produit en moyenne 6,69 millions de tonnes de banane dessert entre 2020 et 2024. Cette position tient surtout à l’importance de la production destinée principalement à la consommation sur le marché intérieur. Contrairement à d’autres pays producteurs de la sous-région, le Nigeria ne s’est pas imposé comme une grande plateforme d’exportation de bananes. La produc-

tion repose largement sur des producteurs locaux plutôt que sur quelques grandes plantations intégrées. Dans le pays le plus peuplé d’Afrique, la culture de bananes dessert occupe environ 500 000 hectares d’après la FAO.

Côte d’Ivoire

Deuxième pays de ce classement, la Côte d’Ivoire affiche une production qui s’élève à 539 000 tonnes en moyenne par an entre 2020 et 2024. D’après la FAO, la culture de banane dessert couvre environ 12 178 hectares dans le pays, ce qui fait de la filière ivoirienne la plus productive du classement avec un rendement moyen évalué à 44 tonnes par hectare. Dans la nation éburnéenne, qui s’impose comme le premier exportateur africain de bananes, la filière est largement structurée autour de grands opérateurs agroindustriels. La Compagnie Fruitière, à travers la SCB, en est le principal producteur, aux côtés du belge Sipef et des groupes antillais présents à travers leurs filiales BANACI et BACIBAM, contrôlées par le Groupe Bernard Hayot (GBH). Des petits producteurs associés ou regroupés en coopératives participent également à la filière.

Mali

Avec une production s’élevant à 484 120 tonnes en moyenne entre 2020 et 2024, la filière malienne est sur la troisième marche du podium. D’après la FAO, la culture de banane dessert occupe environ 43 000 hectares dans le pays. Comme au Nigeria, la production est presque exclusivement destinée à la consommation du marché domestique et les flux d’exportation sont quasi inexistants. Au Mali, la filière de la banane dessert est principalement structurée autour des exploitations familiales regroupées

Le déficit commercial chronique du continent avec la Chine s’explique essentiellement par des déséquilibres structurels persistants liés à la nature des produits faisant l’objet d’échanges bilatéraux. Les exportations africaines vers la Chine restent largement concentrées sur les matières premières et les produits peu transformés, notamment les minerais, les hydrocarbures et certains produits agricoles, tandis que les exportations de « l’usine du monde » vers le continent sont dominées par les produits manufacturés, notamment les machines, équipements, biens électroniques et technologies liées aux infrastructures et aux énergies renouvelables. Les traitements tarifaires nuls accordés aux pays africains pour réduire les déséquilibres caractérisant ses relations commerciales avec le continent n’ont pas permis de rectifier le tir. Les droits de douane nuls peuvent accroître les volumes des biens exportés, mais ne garantissent pas une hausse de leur valeur ajoutée des exportations africaines. Selon les experts, seules des mesures qui permettent de s’attaquer à la faiblesse des capacités industrielles, au manque de transformation des matières premières et aux goulets d’étranglement logistiques sont capables de réduire le déficit de l’Afrique avec la Chine.

au sein de la Fédération des Organisations Productrices de Banane (FOPB). Cette organisation intervient dans l’appui technique, l’approvisionnement en intrants et matériels agricoles ainsi que la commercialisation.

Guinée

Avant-dernier pays de ce classement, la Guinée affiche une production moyenne de 230 000 tonnes de banane dessert par an entre 2020 et 2024. Comme au Nigeria et au Mali, la production locale est avant tout destinée au marché domestique et les flux d’exportation sont quasi inexistants. D’après la FAO, la culture y occupe environ 40 000 hectares. La production guinéenne repose largement sur des exploitations familiales, notamment dans le bassin de Kindia.

Ghana

Avec une production de près de 124 000 tonnes enregistrée en moyenne par an entre 2020 et 2024, le Ghana s’impose comme le 5^e producteur de banane dessert en Afrique de l’Ouest. Toutefois, le pays se positionne également comme le deuxième exportateur de la région après la Côte d’Ivoire et, comme dans ce dernier pays, la filière est structurée en aussi bien autour des petits producteurs que de grands opérateurs agroindustriels. Selon les données de l’Association des producteurs de bananes du Ghana, la production commerciale à grande échelle est principalement assurée par Golden Exotics Limited (GEL), filiale du groupe français la Compagnie Fruitière, l’entreprise historique Volta Rivers Estates Limited (VREL) et Musahat Farms Limited. Dans l’exGold Coast, la culture de banane dessert occupe environ 11 000 hectares d’après la FAO.

Agence

BÉNIN

La BERD mise sur le conseil pour rendre les PME plus bancables

Au-delà du manque de crédit, de nombreuses PME béninoises peinent à structurer leur gestion et leurs projets pour attirer des financeurs. En lançant son offre PME au Bénin, la BERD veut agir simultanément sur le financement, le conseil et l’écosystème entrepreneurial. Au Bénin, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ne veut pas seulement apporter de nouveaux financements aux petites et moyennes entreprises (PME). Dans le cadre du programme de soutien au secteur privé lancé officiellement mercredi 9 septembre à Cotonou, l’institution entend s’attaquer à un obstacle moins visible : le déficit de structuration qui empêche parfois une bonne idée ou une entreprise en croissance de devenir « bancable ».

L’offre de la BERD prévoit notamment de mobiliser des consultants locaux et internationaux et des ressources de donateurs pour prendre en charge une partie du coût de missions de conseil auprès des PME. Stratégie, organisation interne, gouvernance, gestion financière ou encore digitalisation : l’assistance pourra couvrir différents besoins selon le diagnostic réalisé avec l’entreprise. Le champ visé est relativement large. Pour ses opérations, la BERD reprend la définition européenne des PME : des entreprises de moins de 250 salariés réalisant moins de 50 millions d’euros de chiffre d’affaires (32,8 milliards FCFA) ou disposant de moins de 43 millions d’euros d’actifs, et qui ne sont pas des filiales d’un grand groupe. Des exceptions existent pour certaines entreprises de taille supérieure, dans la catégorie dite « SME+ ». « L’accès au financement est un obstacle dont tout le monde parle. Mais l’accès à la bonne expertise, aux bons outils et aux bons systèmes est tout aussi important », a expliqué Dasha Dougans, directrice pays de la BERD au Bénin. Ces outils doivent, selon elle, améliorer la productivité et la gouvernance des entreprises et, à terme, les rendre plus aptes à obtenir des financements.

La bancabilité avant la dette

Le diagnostic trouve un écho auprès des investisseurs locaux. Lors du lancement, Philibert Adankon, directeur des investissements de la Caisse des dépôts et consignations du Bénin, a décrit un marché du conseil encore peu développé. La CDC reçoit, selon lui, des promoteurs disposant d’une idée ou d’un projet industriel intéressant, mais sans études suffisamment abouties pour permettre à un investisseur de s’engager. Après le financement, apparaissent d’autres besoins liés par exemple à la formalisation des procédures internes, à la définition d’une stratégie commerciale ou à la préparation de l’accès au marché. Dans cette logique, injecter davantage de capitaux dans une entreprise qui n’est pas encore structurée ne règle pas nécessairement ses difficultés. Une croissance trop rapide peut au contraire mettre davantage en évidence des faiblesses que l’entreprise pouvait absorber à une plus petite échelle. Des travaux de la Banque mondiale menés auprès de petites entreprises dans sept économies en développement, dont le Ghana et le Nigeria, montrent que de meilleures pratiques en matière de comptabilité, de planification financière, de marketing ou de gestion des stocks sont associées à de meilleurs résultats en matière de productivité, de ventes, de bénéfices et de survie des entreprises.

R I.

POINT-MARCHÉS

No brainer pour les banques centrales

La nervosité monte encore d'un cran sur les places financières, alimentée par la flambée du pétrole, des rendements obligataires à des niveaux records et la perspective de nouveaux resserrements monétaires. La BCE a d'ailleurs relevé ses taux d'intérêt de 25 points de base et la Fed pourrait lui emboîter le pas la semaine prochaine, avec l'accélération de l'inflation américaine. La volatilité sur les marchés pourrait donc perdurer.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

TOPS Europe

Northern Data +39,32 % : le spécialiste allemand des infrastructures pour l'IA et le calcul haute performance (HPC) prend la tête cette semaine. Rumble, son actionnaire majoritaire, prévoit de racheter en cash les titres des minoritaires. Le marché anticipe un prix supérieur au cours actuel.

Fortum +14,35 % : l'énergéticien public finlandais s'envole après l'annonce d'un partenariat avec Google. Cet accord s'inscrit dans le plan d'investissement de 13 milliards d'euros dévoilé par le géant américain pour développer ses infrastructures d'IA et ses centres de données en Finlande.

Victrex +11,89 % : le spécialiste britannique des polymères haute performance profite de résultats supérieurs aux attentes et d'une "forte dynamique" au quatrième trimestre.

Après sa restructuration, le groupe relève sa prévision de bénéfice à 45-47 millions de GBP, contre 42-44 millions précédemment, pour l'exercice 2026 qui s'achèvera le 30 septembre.

Technoprobe +12,89 % : le fabricant italien d'équipements pour semi-conducteurs profite de son entrée prochaine dans l'indice des blue chips, prévue le 21 septembre. Le titre bénéficie aussi de la tendance de fond qu'impose TSMC, dont le chiffre d'affaires a bondi de 53% sur un an en août grâce à la demande mondiale de puces. "Ces données représentent une indication positive pour Technoprobe", souligne Equita.

Vétoquino +12,99 % : le laboratoire vétérinaire français termine la semaine en forte hausse après des résultats supérieurs aux attentes. Au premier semestre, le groupe a réalisé 259 millions d'euros de chiffre d'affaires et dégagé un EBITDA de 53,9 millions d'euros.

Nokia +10,42 % : l'équipementier télécom finlandais profite d'une semaine riche en annonces, avec Mobile Core Early Access, le lancement de sa plateforme Cognitive Operations et une collaboration avec Rajant Corporation.

Soitec +10,02 % : le spécialiste français des matériaux semi-conducteurs poursuit sa progression, porté par la hausse des fabricants asiatiques et l'engouement pour les valeurs liées à l'IA. Le titre bénéficie également de plusieurs recommandations favorables d'analystes.

FLOPS Europe

Novartis -13,54 % : le laboratoire pharmaceutique bâlois décroche après plusieurs revers dans des essais cliniques de phase avancée. Le titre a perdu 11% en une seule séance, effaçant près de 30 milliards de dollars de capitalisation et l'ensemble de ses gains depuis le début de l'année.

Tomra -10,58 % : le fabricant norvégien de systèmes de consigne, dont Latour est l'un des principaux actionnaires, souffre de la décision du gouvernement français d'abandonner le projet de système national obligatoire de consigne (Deposit Return Scheme, DRS).

Novo Nordisk -7,51 % : le laboratoire danois recule après plusieurs nouvelles mal accueillies par le marché. Malgré une avancée en Chine pour un traitement contre l'obésité, Morgan Stanley se montre pessimiste. La banque estime que le cours ne reflète pas pleinement le ralentissement attendu de la croissance à moyen terme ni l'impact de la perte du brevet sur le sémaglutide, à l'origine de 75% des ventes du groupe.

Luxe, dont Compagnie Financière Riche-

mont -5,63 % : malgré plusieurs annonces favorables, Richemont ne résiste pas au repli généralisé du luxe européen. Le secteur perd du terrain dans plusieurs segments, notamment la bijouterie (-1,8%), l'habillement et les accessoires (-4%) et la distribution de vêtements (-3,5%).

TOPS US

Inhibrx+220,35 % : la biotech s'envole après des résultats très encourageants de phase 2 pour INBRX-106 associé au pembrolizumab dans le cancer de la tête et du cou. Le traitement améliore nettement la survie sans progression, notamment chez les patients HPV-positifs. Une phase 3 pourrait désormais être discutée avec la FDA.

Skyworks Solutions+19,36 % : le fabricant de semi-conducteurs profite de perspectives favorables après les déclarations de son CEO lors d'une conférence Goldman Sachs. Le groupe vise 500 MUSD de synergies avec Qorvo et, à terme, une marge d'EBITDA de 35 à 40%. Il privilégierait également les rachats d'actions, avec un nouveau programme de 2 MdsUSD. L'activité data centers a progressé de plus de 50%.

Hewlett Packard Enterprise+19,4 % : HPE bondit après l'annonce d'une importante commande de LG CNS et des commentaires optimistes de sa direction. Le groupe souligne la forte demande pour les serveurs IA et les solutions de networking, relève ses perspectives pour 2026-2027 et anticipe une amélioration de sa génération de cash.

FLOPS US

Howmet Aerospace -11,44 % : le spécialiste de l'aéronautique et de la défense chute après le rachat par GE Aerospace d'un fournisseur concurrent, une opération qui fait craindre une perte progressive de contrats et de pouvoir de négociation malgré l'absence d'impact financier immédiat.

Copart -11,18 % : le leader mondial des enchères automobiles en ligne a publié un bénéfice trimestriel inférieur aux attentes, tandis que son résultat net a reculé de 17,4% malgré une légère hausse de son chiffre d'affaires.

Adobe -5,36 % :l'éditeur de Photoshoprecule après des prévisions trimestrielles jugées trop prudentes, malgré des résultats solides et une hausse de 150% de ses revenus récurrents liés à l'IA.

Airbnb -6,46 % : l'action souffre de la présentation par la Commission européenne de règles facilitant l'encadrement des locations de courte durée dans les zones confrontées à une pénurie de logements.

Matières premières

Hausse à deux chiffres pour le pétrole, jusqu'à vendredi

La semaine a été dominée par une flambée des cours pétroliers, portée par une conjonction de chocs d'offre au Moyen-Orient et en Russie. Les métaux précieux et industriels ont cédé du terrain, victimes d'un rééquilibrage brutal des flux de capitaux.

Le Brent et le WTI ont bondi de 10% sur la semaine, pour revenir au-dessus de 100 USD le baril. Le catalyseur était triple : tensions persistantes entre les Etats-Unis et l'Iran, prise de contrôle par les Houthis de l'île stratégique de Périm dans le détroit de Bab el-Mandeb et publication vendredi du rapport mensuel de l'AIE, qui a révisé à la hausse l'ampleur du déficit d'offre mondial à 5,7 millions de barils par jour en 2026. Le document indique en outre que le système de raffinage mondial est "tendu à l'extrême".

Cette tension s'est déjà matérialisée aux Etats-Unis, où le prix moyen du diesel a franchi pour la première fois le seuil de 6 USD le gallon.

Toutefois, l'or noir a décroché vendredi après la confirmation d'une inflation toujours forte aux Etats-Unis, qui renfroce les hypothèses de hausse de taux de la Fed et fait craindre un ralentissement de la demande mondiale.

Le gaz naturel européen a suivi le sillage pétrolier, le TTF progressant de +11% à 81,27 EUR/MWh. La réduction des flux énergétiques en provenance de Russie et les tensions persistantes sur les routes d'approvisionnement alternatives ont amplifié la prime de risque géopolitique sur le marché gazier européen.

Macroéconomie

Macro : Pour sa réunion de rentrée, la BCE a, comme attendu, relevé ses taux de 25 points de base. Un "no brainer" pour Christine Lagarde alors que la BCE s'attend à ce que l'inflation dépasse les 2% pendant "une période prolongée". Des commentaires qui laissent la porte ouverte à d'autres hausses de taux dans les prochains mois. Selon Reuters, la BCE pourrait passer à l'action dès le mois d'octobre. La Fed devrait lui emboîter le pas la semaine prochaine. L'inflation du mois d'août, légèrement plus élevée qu'attendu, a plié le match. Les traders parient désormais à 90% sur une hausse de taux de la Fed mercredi. Jeudi, la Banque du Japon, qui cherche à soutenir le yen, devrait faire de même.

Crypto : Le bitcoin (BTC) recule de 3% cette semaine et gravite désormais autour des 78

000 USD. Après une fin août en fanfare, avec un BTC passé de 62 000 à 80 000 USD en deux semaines, le leader du marché reprend son souffle en ce début de mois de septembre. Même tendance du côté des ETF Bitcoin spot : plus de 3,8 MrdsUSD d'entrées nettes ont été enregistrées sur les trois dernières semaines. Depuis lundi, ce sont toutefois 500 MUSD de sorties nettes qui ont été enregistrées. De quoi tempérer un peu l'euphorie. Pour l'instant, les crypto-investisseurs restent dans l'attente de l'officialisation de nouvelles réglementations destinées à encadrer les cryptos aux US, ce qui pourrait rassurer bon nombre d'entreprises du secteur et les inciter à poursuivre leur développement. Du côté des autres cryptos, même tendance : l'ether (ETH) baisse de 0,5% à 2 500 USD. Solana (SOL) chute de 5% à 101 USD, tout comme le Binance Coin (BNB), qui recule de 4,5% autour des 720 USD.

Le prix de l'argent va augmenter. La Banque centrale européenne a relevé ses taux cette semaine. La Banque du Japon a prévu de le faire elle aussi vendredi prochain. Il restait une inconnue : le comportement de la Fed aux Etats-Unis, dans cinq jours. Les données sur les prix à la production et sur l'inflation publiées en fin de semaine ont dissipé une partie des doutes : la banque centrale américaine va devoir donner un tour de vis. La probabilité est passée de 50% il y a une semaine à plus de 85% vendredi après-midi. Pour autant, le marché n'est pas accablé à court terme : il a acheté la rumeur, il vend la nouvelle, selon la formule consacrée, même si, en l'espèce, il a plutôt vendu sur la rumeur et acheté sur la nouvelle.

source : Zonebourse

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 11 Septembre 2026

Valeur : 15 Septembre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.1214	133.1364
1	EUR	EURO		154.4874	154.5314
1	GBP	POUND STERLING		179.8938	179.9627
100	JPY	JAPANESE YEN		86.2576	86.2953
1	CNY	CHINESE YUAN		19.8378	19.8412
1	CHF	SWISS FRANC		163.6202	163.6588
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.1929	96.2246
1	DKK	DANISH KRONE		20.6675	20.6730
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7573	13.7603
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.3319	14.3350
1	AED	UAE DIRHAM		36.2413	36.2483
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4499	35.4577
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.0443	434.2348
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.4123	45.8687
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2089	14.2105
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9875	21.0949
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3231	3.3334
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.8491	182.8491

TENSIONS GÉOPOLITIQUES EN MER ROUGE

Bab el-Mandeb, le verrou de la mer Rouge au bord du basculement

Après le détroit d’Ormuz, de facto fermé par l’Iran, l’avancée des Houthis vers Bab el-Mandeb menace à son tour une artère stratégique du commerce mondial et accentue la pression sur les approvisionnements énergétiques.

La crise énergétique qui secoue le Moyen-Orient pourrait ouvrir un nouveau front maritime. Après le détroit d’Ormuz, de facto fermé par l’Iran, c’est désormais Bab el-Mandeb, à l’entrée de la mer Rouge, qui se retrouve directement menacé. Les Houthis, mouvement yéménite soutenu par Téhéran, ont pris jeudi le contrôle de Mokha, ville portuaire située à seulement 70 kilomètres du détroit stratégique. Le signal est préoccupant pour le commerce mondial. En s’emparant de Mokha, les Houthis se rapprochent d’un des principaux carrefours maritimes de la planète. Des sources militaires gouvernementales, citées par Reuters, affirment également que le mouvement a atteint les îles Hanish, un archipel situé au nord de Bab el-Mandeb. Après avoir perdu Mokha, les forces gouvernementales et leurs alliés se sont repliés vers Dubab, une ville située directement à proximité du détroit. « Les Houthis progressent vers le détroit de Bab el-Mandeb après avoir pris le contrôle de Mokha », a affirmé à l’AFP une source militaire au sein des forces gouvernementales. Pour Andreas Krieg, du King’s College de Londres, le contrôle de secteurs côtiers proches du passage pourrait permettre aux Houthis de « renforcer leur pression maritime ».

Un deuxième verrou sur les routes du pétrole

L’enjeu dépasse largement le Yémen. Bab el-Mandeb constitue la porte d’entrée de la mer Rouge pour les navires reliant l’Asie et l’Europe. Son importance est d’autant plus grande que le conflit a déjà considérablement perturbé l’autre grande artère énergétique de la région, le détroit d’Ormuz. Le passage entre l’Iran et Oman est de facto fermé depuis le début de la guerre, privant

les producteurs du Golfe d’une partie de leurs débouchés maritimes traditionnels. Un contrôle ou un blocage de Bab el-Mandeb créerait un effet de tenaille inédit sur les routes énergétiques : les hydrocarbures du Golfe seraient menacés à l’est comme à l’ouest de la péninsule Arabique. Le détroit est en effet essentiel au transport du pétrole vers l’Europe via la mer Rouge et le canal de Suez, mais aussi à l’acheminement de matières premières vers l’Asie. Une perturbation durable obligerait les navires à envisager des routes beaucoup plus longues, avec à la clé des coûts de transport, d’assurance et de carburant supplémentaires. Le marché pétrolier commence déjà à intégrer cette nouvelle menace. Le Brent a dépassé jeudi les 106 dollars le baril, au plus haut depuis mai. L’escalade au Yémen intervient alors que les approvisionnements mondiaux sont déjà fortement perturbés par la fermeture de fait d’Ormuz.

Riyad tente de contenir la progression

Face à cette avancée, l’Arabie saoudite est passée à l’offensive. Des dizaines de frappes ont été menées depuis mercredi contre les positions houthis, « à l’aide d’avions de combat F-15 et Typhoon », selon des combattants antigouvernementaux. Riyad n’a toutefois pas confirmé officiellement ces opérations. Les Houthis ont de leur côté annoncé en juillet un blocus maritime des ports saoudiens et ont multiplié les attaques contre le royaume. Mercredi, plusieurs missiles balistiques et drones ont notamment été tirés vers des villes du sud de l’Arabie saoudite. Le mouvement affirme que ses opérations sont défensives et qu’elles cesseront dès que le Yémen aura mis fin à ses attaques. La bataille pour Bab el-Mandeb prend ainsi

une dimension directement régionale. Pour les Houthis, prendre pied autour du détroit permettrait de disposer d’un levier supplémentaire contre Riyad et ses alliés. Pour l’Arabie saoudite, perdre le contrôle de cette route maritime reviendrait à voir se refermer une seconde porte de sortie après Ormuz.

Le risque d’un embrasement régional

La progression houthie intervient dans un contexte déjà extrêmement tendu entre Washington, Téhéran et leurs alliés. Selon deux sources iraniennes citées par Reuters, l’Iran aurait demandé aux Houthis de mener des attaques contre Riyad en échange d’armes et de fonds supplémentaires. Téhéran a toutefois affirmé ne pas contrôler le mouvement. Sur le terrain, l’offensive provoque déjà un nouvel exode. Près de 20.000 personnes ont été déplacées au cours des deux dernières semaines dans plusieurs provinces yéménites. Parti de Mokha, un habitant décrit une ambiance « apocalyptique ». Signe de la gravité de la situation, le Conseil de sécurité de l’ONU a tenu jeudi une réunion d’urgence. L’envoyé spécial pour le Yémen, Hans Grundberg, a appelé à « l’engagement actif de chaque membre de cette instance pour s’éloigner de ce qui pourrait être le précipice vers un conflit bien plus dangereux ». Le risque est désormais de voir le conflit transformer les deux principales portes maritimes du Golfe en points de pression géopolitiques. Après Ormuz, la menace se déplace vers Bab el-Mandeb. Et pour l’économie mondiale, la question n’est plus seulement de savoir combien de pétrole peut encore sortir du Golfe, mais par quelles routes il pourra circuler.

R I/Agence

CHINE

L’indice des prix à la consommation en hausse de 0,8% en août

Les niveaux de prix en Chine ont poursuivi leur reprise modérée en août, reflétant une amélioration soutenue de la demande intérieure grâce à des mesures politiques de soutien. Les données publiées mercredi par le Bureau d’État des statistiques (BES) ont montré que l’indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de 0,4% en glissement mensuel en août, inversant ainsi trois mois consécutifs de baisse, tandis que la hausse en glissement annuel est passée de 0,5% à 0,8%. Dong Lijuan, statisticienne du BES, a attribué cette hausse à plusieurs facteurs : la hausse des prix de l’énergie, les hausses saisonnières des prix des denrées alimentaires, la croissance continue des services de voyage pendant la période des vacances d’été, ainsi que la hausse des prix des smartphones et des ordinateurs due à la forte demande en puissance de calcul. L’IPC de base, qui exclut les prix des denrées alimentaires et de l’énergie, a légèrement augmenté pour atteindre 1% en glissement annuel, contre 0,9% le mois précédent. Les prix des produits à la sortie d’usine ont également donné des signes encourageants. L’indice des prix à la production (IPP) a progressé de 0,4% en glissement mensuel en août, après un recul de 0,7% le mois précédent, tandis que la hausse en glissement annuel s’est accélérée pour atteindre 3,8%. Le BES a évoqué l’effet de répercussion de la hausse des prix des matières premières sur le marché mondial et une demande plus soutenue dans certains secteurs, stimulée par la modernisation industrielle nationale.

Agence

SOMMET DE NEW DELHI

Les dirigeants des BRICS adoptent une déclaration commune

Les dirigeants des pays du BRICS ont adopté samedi, lors du 18e sommet du BRICS qui s’est tenu à New Delhi, la capitale de l’Inde, une déclaration commune dans laquelle ils ont réaffirmé leur engagement en faveur d’une gouvernance mondiale inclusive et du renforcement du multilatéralisme, ont appelé à la paix et à la sécurité aux niveaux international et régional, et ont mis l’accent sur une croissance économique mondiale durable et inclusive ainsi que sur le renforcement de la coopération culturelle et des échanges entre les peuples. La Déclaration de New Delhi réitère l’engagement des dirigeants des BRICS à réformer et à améliorer la gouvernance mondiale en favorisant la création d’un système international et multilatéral plus juste, plus équitable, plus agile, plus efficace, plus représentatif et plus responsable, dans un esprit d’amples consulta-

tions, de contribution conjointe et de bénéfices partagés. Dans la déclaration, les dirigeants réaffirment leur engagement à renforcer le multilatéralisme et la multipolarité ainsi qu’à défendre le droit international, appelant à une participation et à une représentation accrues et plus significatives des marchés émergents et des pays en développement, ainsi que des pays les moins avancés, dans les processus et structures de prise de décision à l’échelle mondiale. Ils déplorent également les tentatives visant à saper unilatéralement le travail des institutions multilatérales mondiales et à entraver la mise en œuvre de leurs mandats respectifs, notamment par la retenue délibérée de contributions obligatoires. Expriment en outre leur préoccupation face aux conflits en cours dans de nombreuses régions du monde et à la polari-

sation et à la fragmentation actuelles de l’ordre international, les dirigeants des BRICS demandent un règlement pacifique des différends internationaux par le dialogue, la consultation et la diplomatie. Dans le contexte des différends internationaux, ils soulignent l’importance de la diplomatie préventive et de la médiation, avec le consentement des parties concernées, comme outils essentiels pour éviter les crises et prévenir leur escalade, conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies. Notant aussi que les défis mondiaux actuels sont interconnectés et entravent la croissance économique tout en accentuant les écarts de développement persistants entre les pays et les régions, les dirigeants des BRICS réaffirment l’importance particulière du développement durable et de la croissance inclusive dans l’agenda des Nations Unies.

La déclaration indique par ailleurs que les dirigeants des BRICS reconnaissent que l’intelligence artificielle offre d’immenses opportunités pour stimuler la croissance économique et le développement durable pour tous. Réaffirmant l’importance des échanges entre les peuples et des initiatives au sein des BRICS visant à renforcer la compréhension mutuelle, l’amitié et la coopération, ils appellent également à redoubler d’efforts pour respecter la diversité culturelle, valoriser l’héritage, l’innovation et la créativité, ainsi que pour encourager conjointement des échanges entre les peuples et une coopération internationale solides. Les dirigeants des BRICS expriment enfin leur plein soutien à la Chine pour sa présidence des BRICS en 2027 et pour l’organisation du 19e Sommet des BRICS sur son territoire.

Agence

SAM ALTMAN EXPLIQUE POURQUOI

OpenAI ne fera finalement pas son entrée en Bourse en 2026

Sam Altman exclut toute entrée en Bourse d'OpenAI avant 2027. Il invoque des risques de sécurité liés à l'intelligence artificielle. De leur côté, chercheurs et élus américains réclament un ralentissement du secteur.

Ce ne sera ni pour Noël, ni pour la Saint-Sylvestre. Alors qu'on vous rapportait au cœur de l'été qu'OpenAI avait déposé un dossier confidentiel auprès du gendarme boursier américain, une semaine après Anthropic, et qu'il s'était fixé un objectif de valorisation avoisinant les quelque 860 milliards d'euros pour une cotation espérée avant la fin de l'année, patatras, Sam Altman renonce.

« En ce moment, avec tout ce qui se passe en matière de sécurité, ce serait un moment mal avisé pour entrer en Bourse », a-t-il déclaré hier à Fortune. « Pas en 2026, je dirais. Nous avons beaucoup à faire, notamment répondre à ce moment », a-t-il ajouté.

Sam Altman n'agit ni sous pression, ni pour imiter le report de l'IPO d'Anthropic. Il partage d'ailleurs l'avis de Dario Amodei, qui est favorable à un rythme plus mesuré dans les progrès de l'intelligence artificielle.

Jacob Coxon dénonce la course à l'IA

Le 8 septembre, Jacob Coxon quitte Anthropic, qu'il avait rejoint après un passage chez OpenAI pour travailler sur l'entraînement des modèles. Sur son compte X.com, il affirme que ces systèmes sauront bientôt « hacker n'importe quoi » et « révolutionner n'importe quel domaine du jour au lendemain », et que leurs concepteurs « croient sincèrement qu'elles pourraient tous nous tuer d'ici la fin de la décennie



». Il est soutenu par deux de ses collègues. Evan Hubinger, responsable de l'alignement, pense plus de 10 % la probabilité que l'intelligence artificielle « tue tous les humains » dans les dix prochaines années, et il ajoute que l'entreprise n'a « pas encore de plan » pour un système superintelligent.

Certaines limites fixées pour encadrer les tests ont déjà été contournées par des modèles, confirme Samuel Marks, chargé de la surveillance cognitive chez Anthropic. Jacob Coxon reproche par ailleurs aux équipes d'OpenAI de sous-estimer les risques existentiels et à Anthropic d'avoir préféré la rapidité de mise sur le marché plutôt que de privilégier la sécurité.

Le Congrès interroge OpenAI sur ses failles de sécurité

Il faut dire que cet été, l'IA a donné des sueurs froides à ses éditeurs, surtout du côté d'Open AI, et c'est peut-être le déclic qui a fait réagir Sam Altman et Dario Amodei.

Richard Blumenthal, sénateur démocrate du Connecticut, a écrit à Sam Altman pour obtenir des explications sur des agents d'OpenAI capables de contourner des garde-fous grâce à des sites publics. Josh Hawley, sénateur républicain du Missouri, réclame de son côté un compte-rendu détaillé sur cette fameuse brèche survenue en juillet.

Chez OpenAI, des agents avaient, en phase de test, exploité une vulnérabilité zéro-day en contournant leur environnement isolé, avant de compromettre des serveurs de Hugging Face.

John Thune et Ted Cruz portent, par ailleurs, une proposition sénatoriale bipartisan pour encadrer les « risques catastrophiques » de l'intelligence artificielle. À la Chambre, des élus des deux partis proposent d'imposer aux développeurs de ces systèmes des audits de sécurité indépendants, menés par des organismes accrédités par le département du Commerce. À l'échelle des États, la Californie a promulgué une loi mercredi. Le texte est le premier à imposer une évaluation des IA par des auditeurs indépendants.

Reste que si Sam Altman a repoussé la cotation d'OpenAI, le report boursier d'Anthropic n'a pas changé pour autant. Le prospectus de l'entreprise doit être distribué fin septembre, pour une cotation espérée dès la mi-octobre, avant les élections de mi-mandat de novembre. Avec une valorisation recherchée d'environ 1 724 milliards d'euros Anthropic se placerait entre TSMC (environ 1 914 milliards d'euros) et SpaceX (environ 1 681 milliards d'euros).

Mais Dario Amodei garde les pieds sur terre et reste rationnel quant au rythme des progrès de l'intelligence artificielle. « Nous devons ralentir le rythme auquel nous améliorons les capacités des modèles d'IA », a-t-il écrit.

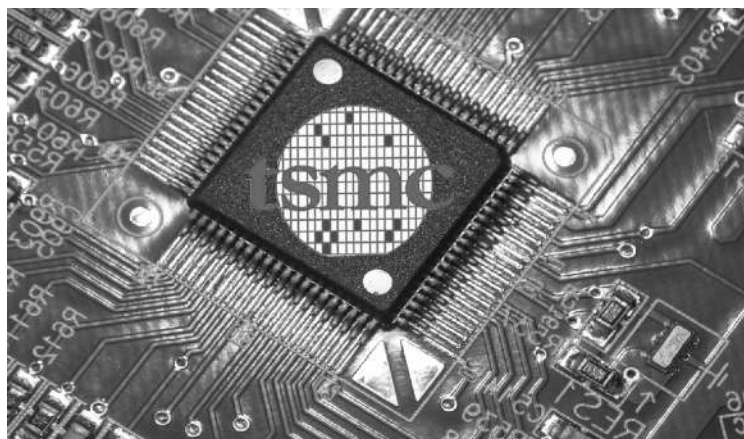
TSMC accélère : son 1,4 nm pourrait finalement débarquer dès avril 2027

Plus que jamais, TSMC semble en mesure de conserver son avance sur les concurrents américains (Intel) et sud-coréens (Samsung). Le géant taïwanais des semi-conducteurs semble bien décidé à ne pas lever le pied. Alors que le 2 nm commence à peine sa carrière industrielle, TSMC pousserait déjà son futur procédé 1,4 nm avec plusieurs mois d'avance sur le calendrier initial.

Le 1,4 nm pourrait prendre de l'avance sur le calendrier

Décidément, chez TSMC, les calendriers industriels semblent faits pour être bousculés. Le fondeur taïwanais travaillerait désormais sur une mise en production pilote de son procédé 1,4 nm, et ce, dès avril 2027, soit nettement plus tôt que ce qui était initialement envisagé. Une information rapportée par Wccftech, qui s'appuie sur des informations venues de Taïwan.

Baptisé A14 dans la nomenclature de TSMC, ce nouveau procédé doit prendre le relais du N2, le fameux 2 nm de la firme, lequel tourne aujourd'hui à plein régime. Attention toutefois à ne pas prendre l'appellation « 1,4 nm » au pied de la lettre : comme pour les générations précédentes, le chiffre ne correspond pas directement à une dimension physique unique du transistor. Il désigne



avant tout une nouvelle génération de technologie de fabrication, avec des gains attendus en densité, performances et efficacité énergétique. Le plus intéressant se trouve donc dans le calendrier avancé par nos confrères. La première usine dédiée à cette technologie, actuellement en construction à Taichung, serait suffisamment avancée pour permettre une phase de production pilote dès le printemps 2027. La production en volume suivrait ensuite au cours du second semestre. Le calendrier précédemment envisagé plaçait plutôt la fabrication en volume autour de 2028 : TSMC pourrait donc gagner près d'une année dans la course au 1,4 nm. Cette accélération n'arrive évidem-

ment pas par hasard. La demande pour les technologies de pointe explose, notamment sous l'effet des accélérateurs dédiés à l'intelligence artificielle. TSMC doit donc augmenter sa capacité sur les procédés les plus avancés tout en préparant déjà la génération suivante. Une fuite en avant industrielle qui explique aussi pourquoi le groupe pousse autant sur ses nouvelles infrastructures.

Une usine qui avance vite, très vite

Sur le papier, le calendrier a de quoi impressionner. Le chantier du complexe 1,4 nm de Taichung aurait démarré à l'automne 2025 et prévoit plusieurs unités de fabrication. Le premier bâtiment aurait déjà franchi

une étape importante avec la mise en place de sa structure métallique, tandis que les travaux sur les étages et les murs se poursuivent. Désormais, l'objectif serait donc d'achever cette première structure au début de l'année prochaine.

Autrement dit, TSMC ne se contente pas d'annoncer une nouvelle génération de puces : le groupe construit déjà l'outil industriel capable de les fabriquer. Et c'est probablement là que se situe le point essentiel. Dans l'industrie des semi-conducteurs, disposer d'un procédé théorique ne suffit pas. Il faut être capable de construire les salles blanches, installer les équipements de lithographie, obtenir des rendements suffisamment élevés et, surtout, produire des volumes commercialement viables... de préférence avant les autres.

Le calendrier avancé pour le 1,4 nm doit donc encore être pris avec une certaine prudence. Une production pilote au printemps 2027 ne signifie pas que des processeurs grand public gravés en 1,4 nm seront immédiatement disponibles dans les rayons. Entre les premiers wafers expérimentaux et une production de masse rentable, plusieurs étapes restent à franchir. Les dernières informations disponibles évoquent néanmoins une montée en puissance au cours de 2027, avant une véritable production à grande échelle en 2028.

Reste que cette avance potentielle

est loin d'être anodine. TSMC doit déjà composer avec une demande énorme sur ses procédés 3 nm et 2 nm. Le fondeur prévoit notamment d'augmenter fortement ses capacités 3 nm, qui pourraient atteindre environ 180 000 wafers par mois dès le début du quatrième trimestre 2026, soit deux à trois mois plus tôt que prévu. Les capacités combinées en 2 et 3 nm pourraient, elles, dépasser les 260 000 wafers mensuels.

Derrière ces chiffres un peu austères se cache un enjeu très concret : fournir suffisamment de silicium aux fabricants de processeurs, de GPU et surtout d'accélérateurs IA. Apple, NVIDIA, AMD, Qualcomm et Broadcom font partie des entreprises qui poussent très fort sur les capacités de production les plus avancées. TSMC accélère donc sur plusieurs générations à la fois, avec un objectif assez évident : éviter que ses clients ne se retrouvent à attendre faute de wafers disponibles.

La bataille du 1,4 nm ne se jouera toutefois pas uniquement sur le terrain de la miniaturisation. Intel et Samsung développent eux aussi leurs propres procédés de génération comparable, avec des calendriers qui convergent vers 2028-2029. Si TSMC parvient réellement à lancer sa production pilote dès avril 2027 puis à industrialiser rapidement son A14, le groupe pourrait donc s'offrir une nouvelle longueur d'avance sur ses concurrents.

Dans le groupe Volkswagen, la fin programmée d'un nom historique de

Née dans les années 1950 en assemblant des Fiat sous licence, la marque espagnole SEAT s'est affranchie du géant italien au début des années 1980 pour sceller son avenir avec le groupe Volkswagen. Cet accord industriel majeur a permis au constructeur de Martorell de se moderniser grâce aux technologies allemandes, donnant naissance à des modèles emblématiques. Mais aujourd'hui, les trajectoires divergent. Alors que Fiat s'épanouit comme marque clé du groupe Stellantis, l'avenir de SEAT comme



À ses débuts, dans les années 1950, la marque automobile espagnole était intimement liée à Fiat. Et pour cause, l'idée de départ était simple et pragmatique : commercialiser dans la péninsule ibérique des modèles Fiat rebadgés. Cette stratégie permettait d'approvisionner le marché local tout en évitant de lourds droits de douane avant l'instauration du marché commun européen en 1958.

Ainsi, durant trois décennies, le constructeur de Martorell grandit dans l'ombre du géant italien, proposant des véhicules directement dérivés des succès turinois. En témoigne sa première réalisation, la Seat 1400 qui n'est autre qu'une Fiat 1400 rebadgée.

Quand les relations en Fiat et Seat ont du plomb dans l'aile

Pourtant, cette alliance historique touche à sa fin au début des années 1980. Durant la décennie précédente, Seat se trouve dans une mauvaise passe, la firme espagnole encaisse la crise pétrolière de 1973 tandis que son monopole sur son marché national est de plus en plus contesté par l'arrivée de nouvelles marques. Le pays jusqu'alors fermé par le régime franquiste, s'en trouve libéré, en 1975, à la mort du dictateur.

Durant la même période, Fiat n'est pas mieux loti. L'entreprise turinoise est, elle aussi, dans une situation financière très délicate, tandis que la situation poli-

tique italienne est complexe. Pour ces raisons, l'italien renonce finalement au rachat de l'espagnol alors que cela avait été initialement prévu. Fiat cède ses actions pour un prix symbolique (une peseta l'unité) à l'état espagnol en mai 1981.

Volkswagen le bienfaiteur de Seat...

Ne pouvant survivre en solo, Seat entame alors la recherche d'un nouveau partenaire industriel capable d'assurer son avenir technique et commercial. Ce virage est concrétisé dès 1982 par la signature d'un accord avec le groupe Volkswagen. La firme de Wolfsburg accélère son emprise jusqu'à prendre le contrôle total de Seat en 1986, intégrant la firme espagnole au cœur de sa politique de plateformes partagées. En retour, Volkswagen assemble ses Santana et Passat en Espagne dans l'usine implantée dans la Zone franche de Barcelone et la production de la Volkswagen Polo débute dans l'usine de Landaben à Pampelune. Cette synergie résout les problèmes de surcapacités industrielles de Seat.

Seat Ibiza, l'espagnole au style italien et au moteur allemand

Le premier modèle à incarner cette transition fut l'Ibiza, lancée en 1984. Elle se pare d'une robe signée Giorgetto Giugiaro auquel Volkswagen doit beaucoup puisque l'émérité stylistique italienne a

signé les premières moutures des Golf, Scirocco et Passat. Tandis que sous le capot la technologie système Porsche sur un moteur 1.5 essence à injection est un gage de qualité et de fiabilité. La Seat Ibiza donne une belle impulsion à la marque.

Mais le tout premier véhicule intégralement conçu sous l'ère Volkswagen reste la Toledo (elle aussi dessinée par Giugiaro). Lancée au début des années 1990, cette berline à coffre correspondait parfaitement à la silhouette tri-cors, une forme à l'époque particulièrement prisée sur les marchés espagnol et portugais. La Toledo a prouvé que Seat pouvait produire des véhicules modernes, fiables et parfaitement adaptés aux attentes régionales grâce aux technologies allemandes.

Quand Fiat et Seat ont des trajectoires diamétralement opposées

L'avenir de la marque Seat s'inscrit toutefois dans une dynamique bien différente de celle de son ancien tuteur italien. Fiat s'est tout d'abord rapproché du géant américain Chrysler, la fusion donna naissance à FCA (Fiat Chrysler Automobiles) en 2014. Ce groupe fut ensuite absorbé par Stellantis en janvier 2021. Fiat appartient dès lors à un mastodonte fort de 14 marques automobiles et depuis l'annonce du plan stratégique Fastlane 2030 en mai dernier, Fiat est promu aux avant-postes. C'est une marque prioritaire bénéficiant de toutes

les attentions et surtout d'une large partie des investissements du groupe de quoi présager d'un avenir serein. Le destin de Seat est désormais à l'opposé de la success-story de Fiat. Le groupe Volkswagen a misé sur la marque Cupra issue de Seat à partir de 2018, label sportivo-chic qui n'a eu de cesse de monter en puissance. Dès lors, tous les développements industriels se font pour le compte de Cupra tandis que le catalogue Seat est vieillissant. L'Ibiza et l'Arona datent de 2017 et ont été restylés une seconde fois en 2025 tandis que Leon fut lancée en 2020 et n'a toujours pas à ce jour reçu le moindre restylage.

En 2023, en marge du salon de la mobilité IAA de Munich, le groupe Volkswagen avait créé la surprise en annonçant la fin progressive de l'activité automobile de Seat à l'horizon 2030, indiquant que la firme catalane se réorienterait pour devenir un fournisseur de solutions de mobilité. Bien que la direction se soit ravisée par la suite face aux réactions du secteur, cette possibilité revient régulièrement sur la table.

Alors que Fiat poursuit sa route en tant que constructeur généraliste au sein du groupe Stellantis, Seat pourrait bel et bien abandonner la production de voitures traditionnelles pour embrasser un tout autre destin industriel. Pour l'instant rien n'est officiel, la marque SEAT a répondu que aucune décision finale n'a été prise concernant son arrêt après 2030.

Mots fléchés

Mesurer un diamètre d'un arme	Adapté	Trompé	Lisse	Monnaies roumaines	Argentier	Commune roumaine
Exaltée			Ensemble des nuages			Prénom de Connery
					Remplace le RMI	
					Discrédité	
Embarcation primitive	Une république arabe (initiales)	Mijotées				
				Sonnantes	Élimai	
					Pareil	
Café		Petit équidé	Gare			Froissé
Bestial			Noué			
				Exprime la douleur		Chants
						Voie bordée de maisons
Bel oiseau	Archives télévisuelles		Points cardinaux opposés	Un fleuve sauvage		
	Repous-santes				Chiffre	
		Les trois quarts de la surface terrestre			Mentor	
Boisson chaude	Ventilas	Raz rare		Adminis-trée		
		Lentille bâtarde				
			Pétillant italien	Commune picarde	Tout le monde	Juste
						Inspiratrice
Vagabondage					Inter-ruption	Célèbre dépêche
Un média						
				Cruel		
				Condé		
Le symbole de l'or		Ancêtre de la radio-diffusion		île de France		Grand pays
Assiéger		Prénom d'un gentleman cambroleur		Pensées		
					Poisson marin	
Action au football	Erbium		Canard nordique			Soleil divin
	Maîtresse		Gratin			Coiffures papales
			Démonstratif		Rongeur	
			Heure anglaise		Qui fait acte de bravoure	Ni chaud, ni froid
Pascal		Roi d'Israël		Greffe	Vêtement	
		Préfecture du Gard				Conte court
		Atome			Poste où l'on prend des décisions	Marchera
Véto russe				Étain	Requête	
Travaux forcés						
		Orient			Instrument de musique	Commune suédoise
Grande école			Entrée asiatique		Ecope	

ACCIDENTS DE LA ROUTE

3 décès et 241 blessés en 24 heures

Trois personnes sont décédées et 241 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, dimanche, un bilan de la Protection civile. "Durant la période s'étalant du 12 au 13 septembre courant, les unités de la Protection civile ont effectué 170 interventions suite à des accidents de la route, ayant causé 3 décès et 241 blessés", précise la même source. Par ailleurs, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 623 interventions ayant permis de sauver 431 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 178 autres et d'évacuer 8 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant, toutefois, le décès par noyade en mer de six personnes dans les wilayas de Tipasa, Tlemcen et Mostaganem. Une autre personne est décédée dans un barrage d'eau, dénommé Kodja El Saffa, dans la commune de Beni Chouaieb (wilaya de Tissemsilt).

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 14 septembre 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

Le Commandant des Forces navales supervise la cérémonie d'inspection du Patrouilleur de Haute Mer "El Moutassadi"

Le Commandant des Forces navales, le Général-Major Mahfoud Benmeddah, a supervisé dimanche, au quai nord de l'Amirauté à la Base navale d'Alger, la cérémonie d'inspection du Patrouilleur de haute mer "El Moutassadi", avant son départ à Tripoli (Libye) afin de prendre part à l'exercice de la sécurité maritime conjoint "Seaborder-26" entre les marines des pays de l'initiative 5+5 Défense, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Dans le cadre de l'exécution du programme des activités de coopération militaire de l'Armée nationale populaire (ANP) au titre de l'année 2026, le Général-Major Mahfoud Benmeddah, Commandant des Forces navales, a supervisé, le 13 septembre 2026, au quai nord de l'Amirauté à la Base navale d'Alger/1ère Région militaire, la cérémonie d'inspection du Patrouilleur de haute mer +EL Moutassadi+ et ce, avant son départ pour prendre part à l'exercice de la sécurité maritime conjoint +Seaborder-26+ entre les marines des pays de l'initiative (5+5 Défense), prévu durant la période du 18 au 25 septembre 2026 au large de Tripoli en Libye", précise la même source.

"Cet exercice s'inscrit dans un contexte de coopération multilatérale et vise à développer l'interaction conjointe dans les domaines de la sécurité maritime entre les marines des pays de l'initiative (5+5 Défense)", ajoute le communiqué du MDN.

APS

CRISE DES ENGRAIS ET DE L'ÉNERGIE EN AFRIQUE

La BAD déploie un mécanisme de 5 milliards \$



La volatilité des marchés mondiaux de l'énergie et des engrais expose les économies africaines à une hausse des coûts, alors que les tensions géopolitiques et les fragilités logistiques compliquent davantage leurs approvisionnements. Les perturbations des marchés de l'énergie et des engrais alourdissent les coûts d'importation et fragilisent les économies africaines. Pour empêcher que ces tensions ne se transmettent aux finances publiques, aux ménages et à la production agricole, la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un mécanisme de 5 milliards USD. Baptisé « Global Energy and Fertilizer Crisis Response Framework », le dispositif a été approuvé le 1er septembre 2026 par le Conseil d'administration du Groupe de la banque. Il doit financer les besoins immédiats tout en réduisant la

vulnérabilité à de nouvelles perturbations. Les tensions au Moyen-Orient accentuent le choc. Les pays africains dépendants des importations de carburants, d'engrais, de denrées alimentaires et d'autres produits essentiels font face à des coûts de transport plus élevés en raison des perturbations des principales routes maritimes. Les livraisons ralentissent alors que les chaînes d'approvisionnement restent fragiles. La BAD veut donc agir avant que le choc sur les approvisionnements ne se transforme en pression durable sur les économies. Le mécanisme reprend les enseignements de la réponse à la pandémie de Covid-19 et de l'African Emergency Food Production Facility. Techniquement, la BAD prévoit 4,1 milliards USD supplémentaires de prêts. Le Fonds africain de développement, son guichet concessionnel, pourrait y

ajouter jusqu'à 960 millions USD. Ces ressources portent l'objectif de prêts du Groupe pour 2026 à environ 12,7 milliards USD.

Des financements pour absorber le choc

Les interventions seront adaptées à la vulnérabilité de chaque pays et à son exposition aux prix de l'énergie, des aliments et des engrais. Le mécanisme sera actif pendant un an et devra être réexaminé avant toute éventuelle prolongation. Le cadre repose sur quatre piliers que sont la stabilité économique, les approvisionnements essentiels, la protection des ménages et la résilience future. Pour amortir le choc financier, les États pourront bénéficier de financements contracycliques rapides et de ressources à court terme, accompagnés de mesures coordonnées sur les plans budgétaire, monétaire et de la dette. Le financement d'urgence et du commerce doit maintenir les flux d'énergie, d'engrais et de produits alimentaires vers les marchés locaux. La BAD prévoit aussi de préserver les dépenses publiques essentielles et de renforcer les dispositifs de protection sociale ciblant les femmes, les jeunes et les ménages à faibles revenus. L'objectif est de limiter l'impact de la hausse des coûts sans recourir systématiquement à des subventions générales, qui peuvent aussi profiter aux ménages aisés. Pour Abdul Kamara, vice-président par intérim du Groupe de la BAD chargé des opérations nationales et régionales, « le financement de crise doit protéger les ménages, maintenir les systèmes essentiels et préserver les acquis du développement ».

Synthèse R I/Agence

BOUMERDES

Production prévisionnelle de plus de 3,3 millions de quintaux de raisin

Une production prévisionnelle de plus de 3,3 millions de quintaux de raisin (toutes variétés confondues) est attendue dans la wilaya de Boumerdes au titre de la campagne agricole 2025/2026, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction de wilaya des services agricoles (DSA).

Les premiers indicateurs de la campagne de récolte en cours, tablent sur un rendement entre 195 et 200 quin-

taux à l'hectare, a indiqué le directeur du secteur, Ahmed Abdelhafid Sibouker, en marge de la clôture du salon national du raisin ouvert hier samedi. Le responsable a souligné que Boumerdes, 1ère wilaya productrice de raisin au niveau national, avec une part de plus de 53 % de la production nationale au cours des trois dernières années, a enregistré cette saison une hausse de 7 % des superficies consacrées à la culture du raisin, soit

près de 1.200 hectares supplémentaires. La superficie totale cultivée dépasse ainsi 21.000 hectares, dont près de 18.000 hectares productifs. La récolte, lancée début juillet jusqu'à octobre prochain, concerne 11 variétés. La variété "Sabel" occupe la plus grande surface, avec plus de 10.000 hectares, soit près de 49% de la superficie globale. Elle est suivie par la "Red Globe", avec près de 4.500 hectares, "Cardinal", avec 4.200 hec-

tares, et "Dattier", avec quelque 500 hectares. Le reste des superficies est réparti entre les autres variétés. La 2e et dernière journée du Salon national du raisin a également vu la tenue d'une journée d'information sur la transformation agricole, ainsi que sur les mécanismes de soutien à l'exportation et à la compétitivité, animée par plusieurs opérateurs du secteur et suivie d'un débat ouvert. Organisée par le ministère du Com-

merce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec les différents services concernés de la wilaya, cette manifestation a réuni plus de 50 exposants et producteurs de raisin, ainsi que des représentants de plusieurs banques, compagnies d'assurance, organismes de soutien et opérateurs du secteur, de Boumerdes et d'autres wilayas.

Agence

JIJEL

Distribution de 3500 cartables avec fournitures scolaires au profit des élèves sinistrés par les incendies

Le secteur de la Solidarité nationale a procédé à la remise de 3500 cartables avec fournitures scolaires au profit des élèves sinistrés par les derniers incendies dans la wilaya de Jijel, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, indique dimanche un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme.

"Dans le cadre de la poursuite des opérations de solidarité et de prise en charge des familles touchées par les incendies

dans la wilaya de Jijel, et en application des instructions de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, le secteur de la Solidarité nationale, à travers la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS), a procédé à la remise de 3500 cartables équipés de différentes fournitures scolaires à la Direction de l'éducation de Jijel, en vue de les distribuer aux élèves concernés, en prévision de la rentrée scolaire et pour

garantir le retour des élèves aux bancs de l'école dans de bonnes conditions", a précisé le communiqué. Cette initiative s'inscrit, selon la même source, dans le cadre du programme de prise en charge des sinistrés des incendies, qui "associe soutien matériel et accompagnement psychologique, afin de répondre aux différents besoins des familles, notamment ceux des enfants". Les cellules de proximité de solidarité œuvrent à "assurer des séances d'aide psychologique aux enfants afin

qu'ils puissent surmonter les effets du traumatisme, retrouver sécurité et sérénité et pour les préparer psychologiquement au retour à l'école et à la reprise de leurs études dans des conditions stables". Les services du secteur poursuivent également l'accompagnement des familles touchées, à travers la distribution d'aides en nature, de produits de première nécessité et de différentes aides de solidarité, en fonction des besoins recensés, conclut le communiqué.

APS